

UNIVERSITE CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR

CONFERENCE DES INSTITUTIONS D'ENSEIGNEMENT ET DE
RECHERCHES ECONOMIQUES ET DE GESTION EN AFRIQUE
(C.I.E.R.E.A)

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION
(FASEG)

PROGRAMME DE TROISIEME CYCLE INTERUNIVERSITAIRE EN
ECONOMIE (P.T.C.I.E)

Cinquième Promotion (1998/2000)



THÈME: LE LISSAGE DE LA CONSOMMATION
DES MÉNAGES AU SÉNÉGAL

Option: Monnaie, banque et finances
Spécialité : Commerce international et économie monétaire et financière
internationale

Présenté par : **Lanfia Diané**

Sous la direction de Monsieur **Abdoulaye Diagne**, Maître de
conférence, agrégé en sciences économiques et Directeur du centre de
recherches économiques appliquées (C.R.E.A)

Membres du jury

-Mr **Moustapha KASSE**, Professeur, agrégé en sciences économiques et Doyen de
la Faculté des sciences économique et de gestion.
-Mr **Abdoulaye Diagne**, agrégé en sciences économiques
-Mr **Amadou Diop**, agrégé en sciences économiques

Sommaire

INTRODUCTION GENERALE	4
CHAPITRE1 : PRESENTATION GENERALE DU CADRE D'ANALYSE	7
SECTION 1 : CONCEPTS ET DEFINITIONS	8
I. L'UNITE D'ANALYSE.....	8
II. L'INDICATEUR DE BIEN-ETRE.....	10
III. L'UNITE DE REVENU	11
SECTION 2 : PROBLEMATIQUE	13
SECTION 3 : REVUE DE LA LITTERATURE	17
CHAPITRE 2 : EVOLUTION DES STRUCTURES ET ANALYSE DU .	23
COMPORTEMENT DE CONSOMMATION.....	23
SECTION 1 : EVOLUTION DE LA STRUCTURE DE CONSOMMATION DES	23
MENAGES.....	23
A. LA CONSOMMATION : DE1970 A 1975	24
B. LA CONSOMMATION : DE1975 A 1980	24
C. LA CONSOMMATION : DE 1980 A 2000	25
SECTION 2 : ANALYSE DU COMPORTEMENT DE	28
CONSOMMATION DES MENAGES	28
I. COMPORTEMENTS ECONOMIQUES	28
A. Calcul et analyse des indicateurs caractéristiques du comportement de consommation des ménages	28

A.1 Les propensions à consommer et à épargner	29
a. Les propensions moyennes à consommer et à épargner.....	29
b. Les propensions marginales à consommer et à épargner.....	40
A.2 Coefficients budgétaires et comportement de consommation des ménages	42
B. L'analyse des élasticités	45
a. Calcul des élasticités	45
1. La courbe d'Engel.....	47
2. Les élasticités de la consommation de biens et services par rapport au revenu permanent	48

II. COMPORTEMENTS SOCIAUX	50
A. La pression communautaire.....	51
a. Les transferts communautaires	51
b. Les effets des transferts communautaires sur la	53
consommation et le bien-être des ménages.	53
1. Les transferts communautaires, instrument de.....	53
régulation	53
2. Les transferts communautaires, facteur de déséquilibre	55
B. Les facteurs psychologiques et culturels de la consommation	57

CHAPITRE 3 : LES DETERMINANTS DE LA CONSOMMATION DES MENAGES

61

SECTION 1 : LE MODELE DE LA DEMANDE DE CONSOMMATION	61
A. PRESENTATION DU MODELE	61
B. SPECIFICATION DU MODELE	63
B.1 La consommation des ménages	63

B.2 Les déterminants de la consommation des ménages	63
C.OBJECTIFS ET HYPOTHESES	65
C.1 Objectifs	65
C.2 Hypothèses	66
D. SOURCES DE DONNEES.....	66
E. Estimation du modèle et résultats empiriques.....	69
SECTION 2 : IMPLICATIONS DES RESULTATS EMPIRIQUES ET	77
PROPOSITIONS	77
CONCLUSION GENERALE :	81
BIBLIOGRAPHIE	83
ANNEXES	85

Introduction générale

Le Sénégal est un pays à fort taux de croissance démographique (3% environ; EDSII /DPS /1993).

Selon les estimations du tableau de bord des indicateurs sociaux de 1995, les zones urbaines accueillent chaque année environ 12000 ménages tandis qu'en zones rurales, il se crée en moyenne plus de 15000 ménages par an, donc à peu près 30000 nouveaux ménages se créent chaque année au Sénégal, ce qui constitue un besoin potentiel en matière de consommation. Le produit intérieur brut (PIB) n'a pas connu une augmentation notable depuis les années 1970. L'essentiel du PIB est absorbé par la consommation des ménages, ce qui explique le faible niveau de l'épargne intérieure.

Avant les programmes d'ajustement structurels, la consommation finale des ménages augmentait de 0,6 points par an et un fort taux de 84% s'affichait en 1980.

Les efforts de stabilisation du plan de redressement économique et financier (PREF) ont permis de ramener ce taux à près de 80% du PIB en 1984 soit une baisse de 1 point par an. Les mesures de renforcement du programme d'ajustement à moyen et long terme (PAMLT : 1985-1992), ont permis de maintenir la tendance à la baisse, soit une réduction de 0,8 points par an. De plus la dévaluation de 1994 a permis de consolider cette baisse de la part du PIB consommée qui perd 1,9 points en 1994 et 0,6 points en 1995, ce qui la ramène à près de 78% du PIB.

Cependant, cette évolution négative de la part du PIB consommée par les ménages, ne reflète pas en réalité l'évolution de leur besoin de consommation mais est le résultat des mesures draconiennes

adoptées durant les politiques d'ajustement structurel et de la dévaluation d'où un rationnement aigu des ménages.

Quant au pouvoir d'achat, il se dégrade compte tenu du rythme de croissance des prix dépassant celui des revenus. Ainsi, on assiste à une dégradation continue des indicateurs de bien-être dont la consommation est un élément fondamental.

La faiblesse de la consommation des ménages amenuise la demande effective qui est celle attendue par les entreprises et qui détermine le niveau de production des entreprises et conséquemment celui de l'emploi. Dès lors, il n'est plus à démontrer l'utilité d'un tel sujet s'intéressant aux déterminants de la consommation des ménages et aux stratégies de régularisation conséquentes.

Lorsque la demande de biens et services est faible, il y'a sous emploi des ressources productives. Par conséquent, les politiques de lutte contre le chômage se ramènent à un soutien à la consommation utile c'est à dire toute consommation dont le bien-être marginal est positif et ce, afin de ne pas compromettre l'épargne, l'investissement, donc la croissance économique.

Sous ce rapport, ne pas s'intéresser à l'étude de la consommation des ménages dans un pays sous développé comme le Sénégal, c'est nié la non couverture des coûts de l'Homme, la pauvreté de masse et c'est aussi compromettre la croissance.

Ce travail qui est une première, a pour ambition de tenter d'éveiller les autorités à prendre conscience du danger de la dégradation du niveau de consommation des ménages et à préconiser des solutions conséquentes. Donc, une telle étude qui n'avait pas encore été menée au Sénégal, est également un des facteurs qui ont motivé le choix de ce sujet.

Le présent mémoire se subdivise en trois chapitres.

Le premier chapitre traite la présentation générale du cadre d'analyse.

Le deuxième chapitre concerne l'analyse de l'évolution des structures et des comportements de consommation et le dernier chapitre expose et analyse les déterminants de la consommation des ménages.

Chapitre1 : Présentation générale du cadre d'analyse

Le bien-être dans toute société, est une situation constamment convoitée. Cependant, il représente un phénomène discriminatoire dans sa distribution et dans son évolution statistique.

Un élément fondamental permettant d'apprécier le niveau du bien-être est la consommation.

Pour mieux appréhender le bien-être, il est important de faire une étude sérieuse de la consommation des ménages. Ceci permettra de recueillir plus d'information sur la différenciation du bien-être à travers des groupes significatifs, statistiquement homogènes ou non, à travers leurs revenus permanents, leurs épargnes, les impôts supportés, la taille des ménages, le taux de dépendance des ménages, etc.

L'objet de ce chapitre est d'abord, de présenter les concepts et définitions qui apparaissent dans notre recherche, ensuite d'exposer la problématique et enfin de présenter une revue de la littérature afin de permettre au lecteur d'avoir un aperçu sur certaines contradictions et avancées effectuées dans ce domaine.

Section 1 : Concepts et définitions

Le bien-être dépend d'une panoplie d'éléments dont la consommation c'est à dire la satisfaction des besoins, représente un facteur déterminant. On ne peut dissocier la notion de pauvreté et celle du bien-être, puisque l'existence des pauvres dans une société donnée, suppose l'existence d'un ou de plusieurs groupes de personnes ne pouvant atteindre un niveau de bien-être matériel jugé minimal ou acceptable par les normes de la société. Pour appréhender ce niveau minimal de bien-être matériel, il faut se faire une très bonne idée de la consommation des ménages.

Dans l'étude de la consommation des ménages permettant de dégager les déterminants de la consommation et d'adopter des stratégies de régularisation, il est indispensable que soient clairement définis les concepts qui servent de support afin de mieux permettre au lecteur la compréhension de la partie empirique.

I. L'unité d'analyse

L'unité d'analyse renvoie à la personne ou au groupe de personnes à qui sont destinées les ressources permettant de saisir le niveau de la consommation globale et donc du bien-être. Dans notre étude, le ménage est choisi comme unité d'analyse. La raison qui nous pousse à procéder ainsi est que :

Le bien-être étant vécu individuellement, il se pose le problème des individus sans revenus à l'instar des personnes qui ne travaillent pas (cas des enfants et personnes invalides du ménage), qui logent sous un

même toit et dont leur bien-être doit être apprécié par rapport aux autres composantes du ménage. C'est ainsi que le ménage est choisi comme unité d'analyse.

Définition : Un ménage est un individu vivant seul ou un groupe d'individus qui vivent ensemble et mettent en commun tout ou partie de leurs ressources pour subvenir à leurs besoins essentiels.

Le choix du ménage comme unité d'analyse suscite des problèmes liés à la taille et à la composition du ménage, montrant ainsi les disparités de bien-être au sein d'un ménage et entre les ménages.

La prise en compte de ces inégalités a été possible grâce à l'élément de correction qu'est l'équivalent – adulte.

Au niveau des données de l'ESAM que nous utilisons, une correction par le nombre d'individus a été effectuée mais ceci est jugé insuffisante. Pour cette raison, une échelle d'équivalence a été utilisée. Il s'agit de l'échelle d'OXFORD qui consiste à retenir le coefficient 1 pour le premier adulte du ménage qui se trouve ici être le chef du ménage (CM), 0,7 pour les autres adultes et 0,5 pour les enfants de moins de 15 ans.

Ainsi, le nombre d'équivalent - adulte est surtout important sur une base individuelle si nous admettons l'hypothèse selon laquelle les besoins à l'intérieur du ménage sont liés par exemple à l'âge, au statut du chef de ménage et de la conjointe, etc.

En effet, la spécification en termes d'équivalent – adulte a pour but d'harmoniser les individus composant le ménage en attribuant à chacun un poids, une pondération, par référence à un individu type, en général l'adulte mâle.

Le poids est fonction de l'âge, du sexe et idéalement du produit considéré.

Cependant, ce concept reste assez controversé parce que dire par exemple qu'on accepte 0,5 à un enfant de moins de 15 ans nécessite de

préciser le type de bien dont il s'agit parce qu'il existe des biens pour lesquels l'enfant peut-être affecté du coefficient 1 et l'adulte d'un coefficient moindre. Donc le problème majeur de l'utilisation de l'unité d'équivalent - adulte (uea) dans l'analyse de la demande est l'établissement des poids à affecter à chaque catégorie de personne ; Ces derniers peuvent varier d'un bien à un autre, d'une personne à une autre, d'une région à une autre, etc., compliquant ainsi l'utilisation d'unités d'équivalents - adultes standards.

II. L'indicateur de bien-être

Dans notre étude, l'indicateur de bien-être est la consommation. Cette consommation englobe les biens et services.

Lorsque la taille du ménage dépasse un individu, ce qui est en général le cas dans notre société, la distribution de la consommation peut recouvrir un biais du fait de la taille du ménage.

Certains chercheurs simplifient en admettant que chaque individu du ménage consomme en moyenne la même proportion, concept difficilement acceptable du fait des disparités dans l'apport de revenu et des différences de capacité de consommation des membres du ménage.

C'est ainsi que le concept d'équivalent - adulte a été utilisé pour lever cet équivoque.

Cette normalisation par le concept d'équivalent - adulte, conduit à retenir la consommation par tête comme un indicateur de bien-être individuel et collectif.

Théoriquement, le revenu - permanent apparaît comme l'un des éléments les plus influents sur le niveau de la consommation. Le concept de revenu permanent utilisé se réfère au revenu permanent de Friedman c'est à dire au revenu que le ménage s'attend à percevoir régulièrement.

Ce revenu permanent est estimé par l'ensemble des dépenses monétaires moyennes (dépenses en biens et services, impôts versés, cadeaux, dons, autres transferts versés, etc.). Cette estimation est très efficace pour le cas du Sénégal car l'épargne des ménages est quasiment inexistante.

III. L'unité de revenu

Les revenus en question dans cette analyse sont les revenus monétaires dont les principales sources sont :

- les revenus salariaux
- les revenus issus des entreprises familiales et autres activités non agricoles.
- Les revenus tirés de la vente des produits agricoles et assimilés
- et enfin les transferts reçus.

L'autoconsommation n'a pas été prise en compte.

Revenu moyen : Le revenu moyen annuel par ménage calculé est de 2.231.867 FCFA selon le rapport de l'ESAM.

Ce revenu moyen annuel est plus élevé en milieu urbain soit 3.769.093 FCFA à Dakar contre 1.075.662 FCFA en zone rurale.

Revenu médian : La moitié des ménages sénégalais ont un revenu moyen inférieur à 763758 FCFA. Cette médiane varie selon le milieu de résidence. De 154176 FCFA en milieu rural, elle passe à 472093 FCFA dans les autres villes et à 1604348 FCFA à Dakar(Voir rapport de synthèse ESAM, 1996).

Environ 43,9 % des ménages ont moins de 600000 F de revenu par an, soit 50000 F par mois. Cette fraction correspond à 22,4 % à Dakar, 19,5 % dans les autres centres urbains et à 61 % en milieu rural.

. Composante du revenu des ménages

L'analyse de la valeur moyenne par ménage selon les différentes composantes du revenu effectuée dans l'ESAM, montre que la principale source de revenu des ménages reste les unités de production non agricoles (UPNA). Cette source de revenu occupe 28 % de l'ensemble.

Il vient en deuxième position, la rémunération des salariés qui occupe 24% environ. Ces deux sources constituent plus de la moitié du revenu total d'un ménage.

L'autre partie des composantes est dominée par les transferts reçus par les ménages et les revenus de la propriété avec des poids équivalant respectivement à 19 % et 13 %.

Par ailleurs, il faut noter que l'évaluation du revenu des ménages est très biaisée car les ménages sont réticents quand il s'agit de dévoiler l'ensemble de leurs sources de revenu aux enquêteurs ce qui fait que les revenus sont toujours sous-estimés.

Une fois les concepts et définitions élucidés, nous pouvons présenter la problématique de notre étude.

Section 2 : Problématique

Le gouvernement du Sénégal a initié une série de programmes de redressement économique et financier à la suite des faibles performances de son économie depuis la fin des années soixante dix.

Les indicateurs macro-économiques notamment ceux du bien-être dont la consommation en particulier, montrent en effet que la condition de vie des ménages était devenue insupportable durant cette période.

Les mauvais résultats du secteur agricole entraînaient la stagnation de la production nationale tandis que le besoin de consommation des ménages augmentait à des taux effrayants.

En 1980-1981, la consommation des ménages a atteint 84% du PIB et l'épargne intérieure était devenue négative.

Eu égard à l'ampleur de la crise, une stabilisation et un ajustement étaient devenus inévitables.

Les résultats de l'Enquête Sur les Priorités des ménages (ESP) réalisés en 1991 par le ministère de l'économie, des finances et du plan, ont permis pour la première fois d'identifier des groupes cibles vulnérables et de fournir des indications sur les conditions de vie des populations sénégalaises. En considérant uniquement l'indicateur du niveau des besoins alimentaires, il est apparu que 30% des ménages sénégalais vivent en dessous du seuil de pauvreté. Cependant, il est fort probable que l'ESP ait sous-estimé ce pourcentage car la période d'enquête (novembre - décembre) correspond à celle des disponibilités alimentaire et monétaire. Une enquête menée en période de soudure donnerait une image plus désastreuse du bien-être des populations.

Le programme de la dimension sociale de l'ajustement lancé dans la circonstance, visait la prise en compte de la condition des groupes sociaux vulnérables dans les politiques macro-économiques. Il était prévu un taux d'accroissement de la consommation des ménages de 2,5% par an afin d'améliorer leur bien-être.

Néanmoins, les résultats obtenus n'ont pas été à la hauteur des résultats escomptés.

Dans la zone urbaine, la plupart des ménages travaillent dans le secteur informel et très souvent dans des activités mal rémunérées ou aux revenus incertains.

Dans la zone rurale, c'est l'activité agricole qui domine et porte souvent sur des terres marginales de faible qualité avec un équipement obsolète et subissant pour la plupart une insuffisance de semence et de pluie. La plupart des ruraux sont analphabètes et leur difficile voir impossible accès au crédit contribue à la faiblesse de leur revenu.

Un marché où la demande est faible et une infrastructure insuffisante, constituent une contrainte au revenu même dans les années de bonne récolte.

Quant à la hausse des prix, elle a subi une évolution effrayante de 1970 à 1994 où elle s'élevait brutalement à 32,1%. Cependant, depuis l'après dévaluation du franc CFA de 1994, l'inflation semble être maîtrisée et on assiste à une tendance nette à la décélération.

Face aux fluctuations de ces indicateurs économiques et sociaux, on assiste parallèlement à la faiblesse et à l'évolution irrégulière du niveau de consommation des ménages qui est une donnée centrale dans l'appréciation du bien-être.

La faiblesse de la demande de consommation de biens et services, entraîne un niveau de production en deçà du seuil de performance des entreprises, handicape le processus d'accumulation du capital et compromet la croissance.

La faiblesse de la consommation de biens et services des ménages est aussi synonyme de citoyens mal nourris, mal soignés et faiblement instruits, ce qui engendre une faible productivité du facteur travail. C'est dire que la faiblesse du niveau de consommation compromet le processus de développement.

Dans un tel contexte, l'intérêt de ce sujet n'est plus à démontrer. En conséquence, il est important de détecter les déterminants de la consommation des ménages afin de connaître les sources de la faiblesse de la consommation, cette faiblesse ayant des conséquences néfastes sur la performance des entreprises.

Jusqu'à nos jours, les causes de la faiblesse de la consommation des ménages et son évolution irrégulière ne sont pas scientifiquement maîtrisées au Sénégal.

Cette faiblesse et cette irrégularité du niveau de consommation est-elle due à la faiblesse du revenu, à l'inflation ou aux variables socio-démographiques telles que la taille du ménage, le loyer-logement, le taux de dépendance du ménage, etc.... ?

Si oui, quelle est l'intensité de leur impact sur la consommation des ménages ?

Si non, quels autres facteurs agissent sur la consommation ?

Enfin, quelles stratégies d'adaptation ou de régularisation de la consommation des ménages à travers leur budget et leur comportement ?

Donc, il s'agira essentiellement dans ce présent mémoire, d'étudier les comportements de consommation des ménages, de détecter les

déterminants de la consommation pour enfin mettre en exergue les sources de la faiblesse et de l'évolution irrégulière de cette dernière.

C'est dans ce cadre que s'inscrit notre recherche sur le lissage de la consommation des ménages et l'appréciation des politiques sociales à mettre en œuvre pour la concrétiser.

Section 3 : Revue de la littérature

Peu d'auteurs se sont intéressés à la question du lissage de la consommation. Les travaux de Angus Deaton (1992) montrent les profils de consommation et de revenu par âge des ménages ivoiriens et thaïlandais, études faites à partir de données d'enquêtes sur les ménages de 1985 et 1986 pour la Côte d'Ivoire et de 1986 pour la Thaïlande.

Ses conclusions n'abondent pas dans le même sens que celle de la théorie du cycle de vie de Modigliani-Brumberg (1954) qui admet que les individus lissent leur consommation sur leur durée de vie en épargnant en période de jeunesse et en désépargnant en période de vieillesse. Deaton montre qu'exceptés les ménages urbains thaïlandais, la tendance à épargner ou à désépargner est très faible à n'importe quel âge et que le profil de consommation est aussi similaire à celui du revenu et que la plupart des épargnes ont lieu au-delà de 40 ans. Ce qui est contraire à la conception traditionnelle de la théorie du cycle de vie.

Hall Robert (1978) traite le problème du comportement de consommation en utilisant l'hypothèse du cycle de vie-revenu permanent, laquelle suppose que les marchés de capitaux sont parfaits, le taux d'intérêt est constant dans le temps et que les consommateurs anticipent rationnellement leurs processus de génération de revenu. Etant donné ce cadre de travail, il montre que la consommation suit une marche aléatoire ce qui était en contradiction avec la conception traditionnelle¹. Ceci étant, il montre de plus qu'il existe un trend autour duquel la consommation fluctue de manière temporelle.

¹ On dit que lorsqu'il présenta pour la première fois ce résultat, un macro-économiste éminent lui aurait demandé s'il l'avait écrit sous l'influence des stupéfiants.

L'hypothèse de Hall n'a pas simplement un intérêt technique mais a plusieurs implications pour la prévision et l'analyse politique. En premier lieu, si l'hypothèse de la marche aléatoire tient, la prévision de la consommation future ne devient qu'une extrapolation du trend de consommation et il n'y a aucun argument pour la prévision du revenu futur et de son utilisation pour prévoir la consommation future.

En second lieu, les politiques gouvernementales n'affectent la consommation et l'épargne que par leurs effets sur le revenu permanent. Lorsque les autorités publiques agissent sur l'une des variables telles que le taux d'intérêt, le taux de taxation, l'offre de monnaie ou les dépenses gouvernementales, cela n'a aucune influence sur l'estimation d'un consommateur si ces changements sont prévus par ce dernier. Une décision gouvernementale a un effet sur la consommation des individus si elle est prise de manière surprenante.

Romer David analyse le comportement de consommation sous l'hypothèse du cycle de vie-revenu permanent en tenant compte de l'incertitude. Il suppose que les taux d'intérêt et de préférence pour le présent sont égaux à zéro. De plus, il admet que la fonction d'utilité est quadratique.

Il admet que la richesse détenue par le consommateur lui garantit un niveau de consommation de telle sorte que l'utilité marginale demeure positive et lui permet de rembourser sa dette avant sa mort.

Après développement de son modèle, il aboutit au résultat selon lequel la consommation anticipée de la période suivante est égale à la consommation courante. Donc, que la meilleure façon d'estimer la consommation de demain est de l'assimiler à celle d'aujourd'hui. Ceci implique que les variations de la consommation sont imprévisibles ce qui confirme le célèbre résultat de Hall : l'hypothèse du cycle de vie - revenu permanent implique que la consommation suit une marche aléatoire.

Cependant, l'hypothèse de la marche aléatoire a ses faiblesses. D'après cette hypothèse, les variations de la consommation sont imprévisibles donc aucune information en $t-1$ ne peut servir à prévoir l'évolution de la consommation entre $t-1$ et t . Cette hypothèse peut être testée en effectuant une régression où la fluctuation de la consommation dépend de variables connues en $t-1$. Si l'hypothèse de la marche aléatoire est correcte, les coefficients ne devraient pas être systématiquement différents de zéro. Adoptant initialement cette approche, Hall ne put pas rejeter l'hypothèse selon laquelle les valeurs retardées du revenu ou de la consommation n'avaient pas une influence sur l'évolution de la consommation. Par contre, il découvrit que les mouvements du prix des actions exerçaient une influence statistiquement significative sur la consommation et comme ces mouvements sont aléatoires alors la consommation suit une marche aléatoire.

L'inconvénient de cette approche est que les résultats sont difficiles à interpréter. Par exemple, le résultat de Hall suivant lequel les revenus retardés n'exercent pas d'influence notable sur la consommation ne signifie pas nécessairement que les variations prévisibles du revenu n'ont pas d'influence sur celles de la consommation mais peut provenir du fait que les valeurs retardées du revenu sont de mauvais indicateurs de l'évolution du revenu.

Par ailleurs, il est hasardeux de se fonder sur l'évolution du prix des actions pour savoir s'il faut rejeter les conclusions qui découlent de l'hypothèse de la marche aléatoire car rien ne garantit que l'évolution du prix des actions est aléatoire.

Du fait de ces difficultés, Campbell et Mankiw (1989) utilisent la méthode des variables instrumentales afin d'opposer dans un test, l'hypothèse de Hall à une hypothèse alternative.

Cette hypothèse alternative est qu'une certaine partie des consommateurs dépensent tout leur revenu courant tandis que l'autre partie se comporte comme dans la théorie de Hall. Cette hypothèse alternative signifie que la variation de la consommation entre $t-1$ et t est égale à celle du revenu courant pour le premier groupe et à la variation estimée du revenu permanent pour le second groupe.

Pour leur test, Mankiw et Campbell ont retenu comme indicateur de la consommation, les achats par personne de biens de consommation et de services non durables en termes réels ainsi que les revenus disponibles par personne. Ces données sont trimestrielles et la période couverte allant de 1953 à 1986. Après avoir essayé divers ensembles de variables instrumentales, ils ont pu établir que les variations antérieures du revenu n'avaient pratiquement aucune influence sur ses variations futures. Il semble donc que le résultat de Hall, d'après lequel les fluctuations antérieures du revenu n'ont pas d'influence sur l'évolution de la consommation, ne constitue pas une preuve décisive du rejet de la conception traditionnelle de la consommation. Au départ, ils ont pris comme instruments, les valeurs retardées de la variation de la consommation. Avec trois phases de retard, ils obtinrent une estimation de λ (λ étant la part du premier groupe dans la consommation globale) et celle de l'erreur - type plus faibles qu'avec le cas de cinq périodes de retard.

Des résultats similaires furent obtenus à partir d'autres types de formulation.

L'estimation de Campbell et Mankiw suggère qu'il existe des écarts statistiquement significatifs par rapport aux prévisions du modèle de marche aléatoire : la consommation semble augmentée d'un cinquième en réaction à une augmentation anticipée du revenu de 1 dollar, rejetant ainsi l'hypothèse nulle d'absence d'effet.

Leland (1968) utilise une fonction d'utilité quadratique qui implique que l'utilité marginale est nulle pour un certain niveau élevé de consommation et devient négative au-delà.

La fonction d'utilité quadratique a une dérivée troisième positive et il raisonne sous incertitude à l'égard du futur. Donc, si le ménage estime que sa consommation future sera élevée, il a intérêt à réduire sa consommation courante et donc augmente son épargne afin de régulariser son utilité intertemporelle. Cette épargne est appelée épargne de précaution.

Par ailleurs, un grand nombre de travaux ont cherché à déterminer les causes, l'ampleur et les effets des contraintes de liquidités qui sont potentiellement importantes pour de nombreux aspects de la consommation. D'après Deaton (1991) ces contraintes peuvent entraîner une réaction excessive de la consommation aux variations prévisibles du revenu. Lorsque les ménages ne peuvent emprunter qu'à des taux très élevés, il est fort probable qu'ils n'utilisent pas l'emprunt comme moyen de régularisation de leur consommation dans le temps. S'ils ne peuvent pas emprunter du tout, ils sont obligés de consommer peu lorsque leurs ressources courantes sont faibles. Donc, les contraintes de liquidité peuvent expliquer le revenu courant, jouent un rôle très important que ne le prévoient l'hypothèse du revenu permanent.

Les contraintes de liquidité peuvent accroître l'épargne tampon [terminologie de Deaton (1991)] des ménages afin de leur permettre de lisser leur consommation de manière intertemporelle.

Selon Deaton, la plupart des ménages sont pauvres. Leur consommation suit à peu près leur revenu et leur modeste épargne n'est utilisée qu'en cas de chute brutale du revenu ou d'un besoin urgent à financer.

Pour Shefrin et Thaler (1988), le comportement de consommation ne correspond pas en réalité au modèle d'optimisation intertemporelle (voir

aussi Laibson,1993). En fait, le comportement de consommation se fonde sur un ensemble de règles de bon sens. Par exemple, il est généralement admis que le revenu courant disponible puisse être dépensé mais que l'épargne ne doit être utilisée que pour des circonstances particulières. Ce type de règles conduit les consommateurs à utiliser l'épargne pour régulariser les fluctuations de la consommation en d'autres termes, pour s'assurer contre les très faibles niveaux de consommation.

Ces travaux parmi tant d'autres, bien que souvent contradictoires, montrent que la question du lissage de la consommation des ménages au niveau de laquelle la compréhension des déterminants de la consommation est une donnée centrale, n'est pas une tâche aisée mais qu'il existe cependant, des instruments pertinents pour l'aborder.

Chapitre 2 : Evolution des structures et analyse du comportement de consommation

Ce volet de notre étude expose dans une première partie, de manière concise, l'évolution des structures de consommation et par la suite, dans une deuxième partie, nous tenterons d'analyser le comportement de consommation des ménages.

Section 1 : Evolution de la structure de consommation des ménages

La consommation, composante essentielle de la demande finale, est l'ensemble des utilisations de biens et services destiné à satisfaire des besoins humains.

Avec le temps, de nouveaux besoins s'ajoutent ou se substituent aux anciens déjà satisfaits ou non, ce qui modifie la nature de la demande de consommation. Les biens sont les premiers concernés par ce processus de différenciation puis les services y sont à leur tour soumis.

Les structures de consommation des ménages, c'est à dire la part de chaque catégorie de consommation dans l'ensemble et par rapport aux autres, évoluent selon les facteurs économique et socioculturel.

Sur la base d'une observation de l'évolution de l'économie sénégalaise, l'évolution des modes de satisfaction des besoins humains depuis l'après indépendance peut-être présentée comme une succession de trois phases.

A. La consommation : de 1970 à 1975

Elle débute avec la sécheresse du début des années 1970 en même temps que surgissent la disette, la famine. Elle correspond à l'insatisfaction des besoins fondamentaux conditionnant la survie même des individus.

La demande potentielle est surtout celle de biens non durables destinés à être consommés immédiatement au plus vite possible.

Parmi ces biens, ceux qui satisfont le besoin de nourriture prennent évidemment la première place. C'est de cette époque que fut remarquée la malnutrition de la quasi-totalité de la population.

L'alimentation rare, est à base de mil, de poisson et de riz. La viande, le sucre et les produits frais sont presque introuvables.

Le second besoin prioritaire est celui de l'habillement. Compte tenu de la faiblesse des revenus, la quasi-totalité de la population se ravitaille sur les marchés de pacotilles où elle trouve la meilleure solution.

B. La consommation : de 1975 à 1980

C'est à la fin des années 1970 que se produit massivement l'avènement de biens durables (engins électriques ou appareils électroménagers, etc.).

Plutôt que d'entretenir l'énergie musculaire de l'individu, on lui substitue progressivement l'énergie mécanique.

L'aventure automobile et l'ère des électroménagers débutent sérieusement, accentuées par une série d'innovations techniques réalisée en Occident.

La consommation individuelle s'en voit radicalement modifiée. Elle est en

effet accompagnée d'une accumulation préalable d'un capital de jouissance avec une économie faste en 1976 et 1977.

La satisfaction du besoin de déplacement par les charrettes change considérablement avec l'automobile.

Quant aux engins, s'ajoute l'audiovisuel. C'est le besoin de communication qui accède à une certaine liberté d'expression bien que très souvent influencé par les autorités en règne. La consommation de biens alimentaires connut ses plus beaux records : c'est la période du « Ñam m'baam ² ».

C. La consommation : de 1980 à 2000

C'est notamment celle des services. Malgré la non satisfaction des besoins fondamentaux, les ménages dans l'ère moderne de la consommation, ont tendance à accroître leur demande de services : santé, éducation, transports collectifs, services bancaires et d'assurance, distribution et récupération d'énergie, etc.

En 1994-1995, le ménage sénégalais consacre 3,4% de leur dépense de consommation à l'hygiène et à la santé.

Les dépenses d'éducation représentent en moyenne 1,4% de la consommation des ménages.

Celles liées aux transports collectifs, aux communications et aux loisirs 4,2%, ont, en une dizaine d'années, vu leurs indices plus que doubler.

Le processus de différenciation de ces services reçoit son impulsion tant de l'incessante modification des goûts et habitudes du consommateur que de l'effort d'innovation des producteurs occidentaux.

² Ce terme Wolof désigne les périodes fastes du Sénégal où l'abondance alimentaire était à tel point qu'il en restait assez pour les cochons et autres animaux.

Conclusion

L'évolution retracée ici a évidemment un caractère très schématique (le repérage en trois phases avec un calendrier est mal aisé.). Elle concerne plutôt le ménage moyen.

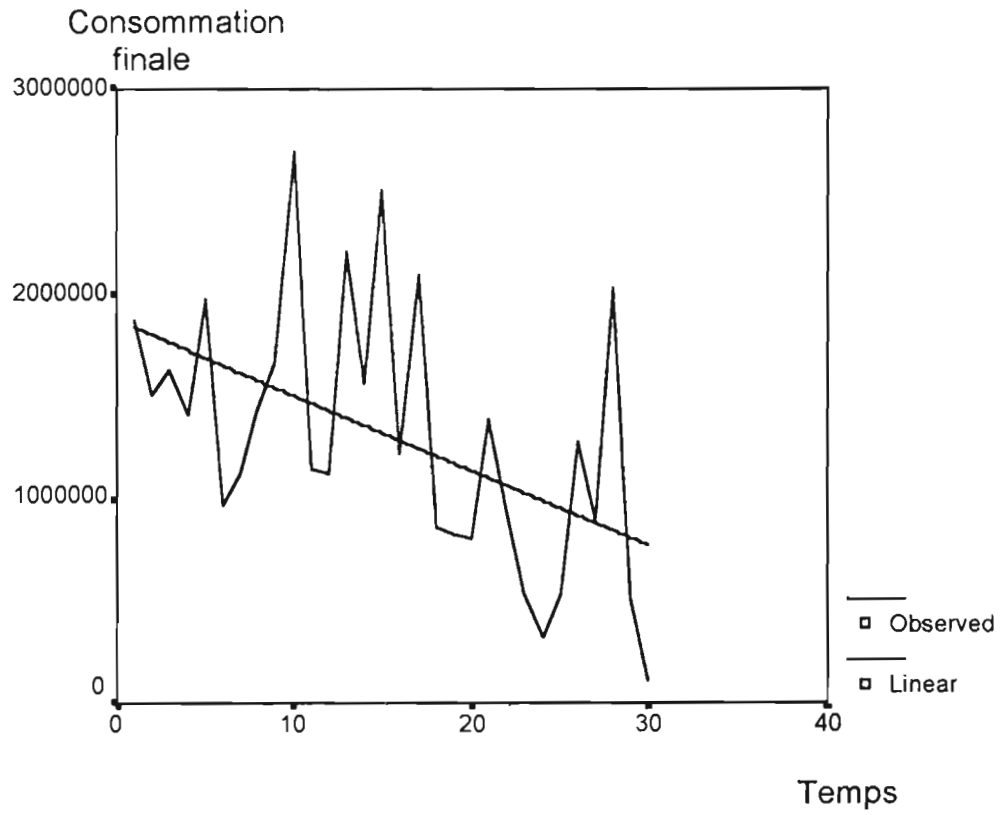
Les disparités sociales masquées par l'effet de la moyenne sont néanmoins très importantes et constituent l'une des conséquences les plus marquées de l'évolution des structures de consommation analysée globalement.

Une analyse plus détaillée de l'évolution des structures de consommation des ménages est possible. Cependant, il n'existe pas de données permettant d'approfondir cette analyse temporelle exceptées les données de l'Enquête Sur les Priorités des ménages (ESP) de 1991 et celles obtenues au niveau de l'Enquête Sénégalaise Auprès des Ménages (ESAM) de 1994-1995.

Somme toute, une évolution irrégulière de la consommation des ménages a été observée de la période après indépendance jusqu'à nos jours.

La courbe suivante illustre ce constat :

Graphique 1 : Evolution de la consommation finale



Source : (ESAM, 1994-1995)

Section 2 : Analyse du comportement de consommation des ménages

On se propose ici de soulever et de répondre à quelques questions touchant aux comportements de consommation des ménages.

Quelle part du revenu ces derniers consacrent-ils à la consommation ?

Un accroissement du revenu est-il ou non intégralement consommé ?

Les ménages à revenu élevé consomment-ils plus, à un moment donné, que ceux disposant de ressources plus faibles ?

La consommation progresse-t-elle au cours du temps proportionnellement ou non au revenu ?

Quelle est la sensibilité de la consommation aux variations du revenu ?

Les réponses à ces questions permettront de cerner les comportements des ménages sénégalais.

I. Comportements économiques

Dans cette partie, nous allons étudier les comportements de consommation des ménages à partir d'instruments économiques.

A. Calcul et analyse des indicateurs caractéristiques du comportement de consommation des ménages

A ce niveau, il sera question de définir et/ou de calculer quelques outils et concepts nécessaires à la compréhension du comportement de consommation des ménages à savoir :

- les propensions moyennes à consommer et à épargner.
- quels liens existent entre la propension moyenne à consommer et la propension moyenne à épargner ?
- comment évolue la propension à consommer au fur et à mesure de l'élévation du revenu ? (à ce niveau, nous utiliserons une fonction de consommation de type keynésienne parce que les régressions ont montré que la consommation dépend principalement du revenu permanent).
- les propositions de Keynes relatives à l'évolution des propensions à consommer et à épargner sont-elles confirmées au Sénégal?
- l'effet de Cliquet est-il observé au Sénégal ?

Une fois ces questions traitées, nous pourrions montrer dans quelle mesure on peut parler d'une instabilité ou non des comportements de consommation.

Dans une deuxième section, il sera question de calculer et d'analyser les élasticités.

A.1 Les propensions à consommer et à épargner

Les propensions à consommer et épargner permettent de comprendre le comportement évolutif des ménages et leurs réactions face aux différentes fluctuations de la conjoncture.

a. Les propensions moyennes à consommer et à épargner

Les propensions moyenne et marginale à consommer et à épargner permettent de connaître d'une part, le poids de la consommation dans le revenu disponible.

D'autre part, elles aident à la compréhension de certains comportements de consommation.

De l'analyse des données du tableau1, on peut dire que les comportements de consommation sont stables (PMC très élevées) malgré la baisse continue du niveau de consommation. Cette stabilité s'explique surtout par la magnitude de la demande potentielle de consommation de biens et services depuis les années d'indépendance.

Les propensions moyennes à consommer sont très élevées et supérieures pour la plupart à l'unité. Ceci montre que la quasi-totalité de la population ont des besoins de consommation dépassant leurs revenus. Donc cette majorité de la population constituée essentiellement de pauvres consomment plus que leurs revenus.

Nous pouvons expliquer l'existence de $PMC > 1$ par quelques éléments tels que :

- la pression communautaire qui veut qu'à tout moment, les plus nantis doivent désépargner pour secourir les pauvres afin qu'ils maintiennent leur niveau de vie habituelle ou pour qu'ils survivent.
- la religion qui exige la solidarité entre frères surtout dans les périodes de vaches maigres.
- la volonté de maintenir le niveau de consommation habituelle pendant les périodes d'amenuisement du revenu.
- les achats importants induits par des anticipations de hausse des prix dans un pays où la hausse des prix est de coutume.

Les valeurs des propensions moyennes à consommer et à épargner se trouvent dans le tableau suivant :

Tableau 1 : Les propensions moyennes à consommer et à épargner

N°	Revenu brut	Impôts directs	Revenu disponible	Consommation finale	Epargne	PMC	PMS
1	1570453	22000,00	1548453	1874358	,00	1,21	,00
2	3602540	297756,0	3304784	1510595	,00	,46	,00
3	1044250	,00	1044250	1628233	,00	1,56	,00
4	2738000	234000,0	2504000	1409423	,00	,56	,00
5	1145404	,00	1145404	1979412	,00	1,73	,00
6	337500,0	,00	337500,0	969412,5	,00	2,87	,00
7	1336317	,00	1336317	1126455	,00	,84	,00
8	2452650	,00	2452650	1430162	,00	,58	,00
9	2831500	276000,0	2555500	1660022	25000,00	,65	,01
10	1736349	4000,00	1732349	2694462	,00	1,56	,00
11	1452700	216000,0	1236700	1149009	3500,00	,93	,00
12	2718480	198000,0	2520480	1129890	,00	,45	,00
13	1600549	3000,00	1597549	2203038	,00	1,38	,00
14	616288,1	,00	616288,1	1566094	,00	2,54	,00
15	1301000	6000,00	1295000	2498582	470000,00	1,93	,36
16	1100912	,00	1100912	1227611	,00	1,12	,00
17	3815413	143724,0	3671689	2093366	,00	,57	,00
18	1696962	,00	1696962	860794,8	,00	,51	,00
19	672195,4	,00	672195,4	822883,0	,00	1,22	,00
20	674064,0	,00	674064,0	809948,2	,00	1,20	,00

Source : Calculs faits par l'auteur à partir des données de l'ESAM (1994 – 1995)

Tableau1 : Les propensions moyennes à consommer et à épargner(suite1)

N°	Revenu brut	Impôts directs	Revenu disponible	Consommation finale	Epargne	PMC	PMS
21	750564,0	,00	750564,0	1386338	,00	1,85	,00
22	4469538	28800,00	4440738	950862,3	,00	,21	,00
23	3322766	234000,0	3088766	543343,2	,00	,18	,00
24	380770,3	,00	380770,3	323779,5	,00	,85	,00
25	1249207	3000,00	1246207	530605,2	,00	,43	,00
26	4057952	88608,00	3969344	1278391	73000,00	,32	,02
27	2452938	233364,0	2219574	893794,0	245000,0	,40	,11
28	13336419	12000,00	13324419	2030316	,00	,15	,00
29	205126,0	,00	205126,0	501901,3	,00	2,45	,00
30	241076,0	,00	241076,0	106548,8	,00	,44	,00
31	772087,5	,00	772087,5	1299324	,00	1,68	,00
32	580000,0	,00	580000,0	1009089	,00	1,74	,00
33	302600,0	,00	302600,0	932714,8	,00	3,08	,00
34	819750,0	,00	819750,0	698580,9	,00	,85	,00
35	1199901	,00	1199901	668217,2	,00	,56	,00
36	179360,0	,00	179360,0	960430,0	,00	5,35	,00
37	264225,0	,00	264225,0	729192,2	,00	2,76	,00
38	227194,4	8000,00	219194,4	870115,0	,00	3,97	,00
39	436000,0	,00	436000,0	493314,7	,00	1,13	,00
40	394400,0	4000,00	390400,0	371138,2	,00	,95	,00
41	216000,0	,00	216000,0	529971,6	,00	2,45	,00
42	159250,0	,00	159250,0	372267,1	,00	2,34	,00
43	167550,0	,00	167550,0	388116,8	,00	2,32	,00
44	1132750	,00	1132750	2219697	,00	1,96	,00
45	45500,00	,00	45500,00	438372,9	,00	9,63	,00

Source : Calculs faits par l'auteur à partir des données de l'ESAM (1994 – 1995)

Tableau 1 : Les propensions moyennes à consommer et à épargner(suite2)

N°	Revenu brut	Impôts directs	Revenu disponible	Consommation finale	Epargne	PMC	PMS
46	766935,8	,00	766935,8	1493816	,00	1,95	,00
47	304050,0	,00	304050,0	1120117	,00	3,68	,00
48	442591,7	,00	442591,7	772024,2	,00	1,74	,00
49	118750,0	,00	118750,0	693963,0	,00	5,84	,00
50	207250,0	,00	207250,0	625663,6	,00	3,02	,00
51	1389470	,00	1389470	577919,2	,00	,42	,00
52	77500,00	,00	77500,00	639497,3	,00	8,25	,00
53	1267359	,00	1267359	1136212	,00	,90	,00
54	338360,8	,00	338360,8	731709,0	,00	2,16	,00
55	481830,0	,00	481830,0	294529,3	,00	,61	,00
56	543501,0	3000,00	540501,0	655258,1	,00	1,21	,00
57	334955,0	,00	334955,0	752540,6	,00	2,25	,00
58	340700,0	10000,00	330700,0	1751547	,00	5,30	,00
59	93750,00	,00	93750,00	642486,8	,00	6,85	,00
60	445758,3	7000,00	438758,3	1188688	,00	2,71	,00
61	972495,4	,00	972495,4	799138,6	,00	,82	,00
62	98970,00	,00	98970,00	157520,6	,00	1,59	,00
63	199450,0	,00	199450,0	458437,8	,00	2,30	,00
64	250700,0	4000,00	246700,0	605920,6	,00	2,46	,00
65	156797,2	,00	156797,2	416168,6	,00	2,65	,00
66	532934,4	5000,00	527934,4	800995,2	,00	1,52	,00
67	1033351	,00	1033351	1285326	,00	1,24	,00
68	102150,0	,00	102150,0	417887,6	,00	4,09	,00
69	1164874	,00	1164874	517071,2	,00	,44	,00
70	1766000	4000,00	1762000	647796,5	,00	,37	,00

Source : Calculs faits par l'auteur à partir des données de l'ESAM (1994 – 1995)

Tableau 1 : Les propensions moyennes à consommer et à épargner(suite3)

N°	Revenu brut	Impôts directs	Revenu disponible	Consommation finale	Epargne	PMC	PMS
71	703000,0	,00	703000,0	766348,6	,00	1,09	,00
72	1403500	10000,00	1393500	1458271	,00	1,05	,00
73	299820,0	4000,00	295820,0	499869,5	,00	1,69	,00
74	109220,0	,00	109220,0	5289832	,00	48,43	,00
75	89000,00	,00	89000,00	232301,0	,00	2,61	,00
76	3970650	4000,00	3966650	4113784	,00	1,04	,00
77	196500,0	,00	196500,0	729307,4	,00	3,71	,00
78	310255,6	,00	310255,6	824261,4	,00	2,66	,00
79	565100,0	2000,00	563100,0	1141495	,00	2,03	,00
80	916551,0	,00	916551,0	904973,2	,00	,99	,00
81	269000,0	4000,00	265000,0	465685,0	,00	1,76	,00
82	284118,3	,00	284118,3	592209,7	,00	2,08	,00
83	242865,0	,00	242865,0	945124,0	,00	3,89	,00
84	253760,0	,00	253760,0	581200,9	,00	2,29	,00
85	128500,0	,00	128500,0	176619,7	,00	1,37	,00
86	548300,0	2000,00	546300,0	1277853	,00	2,34	,00
87	792950,0	,00	792950,0	859653,7	,00	1,08	,00
88	1125350	,00	1125350	1038396	,00	,92	,00
89	3116000	,00	3116000	1066512	,00	,34	,00
90	1188930	3000,00	1185930	1289565	,00	1,09	,00
91	373850,0	,00	373850,0	1933400	,00	5,17	,00
92	302930,0	,00	302930,0	855482,7	,00	2,82	,00
93	571476,0	,00	571476,0	621076,5	,00	1,09	,00
94	687722,9	,00	687722,9	2270651	,00	3,30	,00

Source : Calculs faits par l'auteur à partir des données de l'ESAM (1994 – 1995)

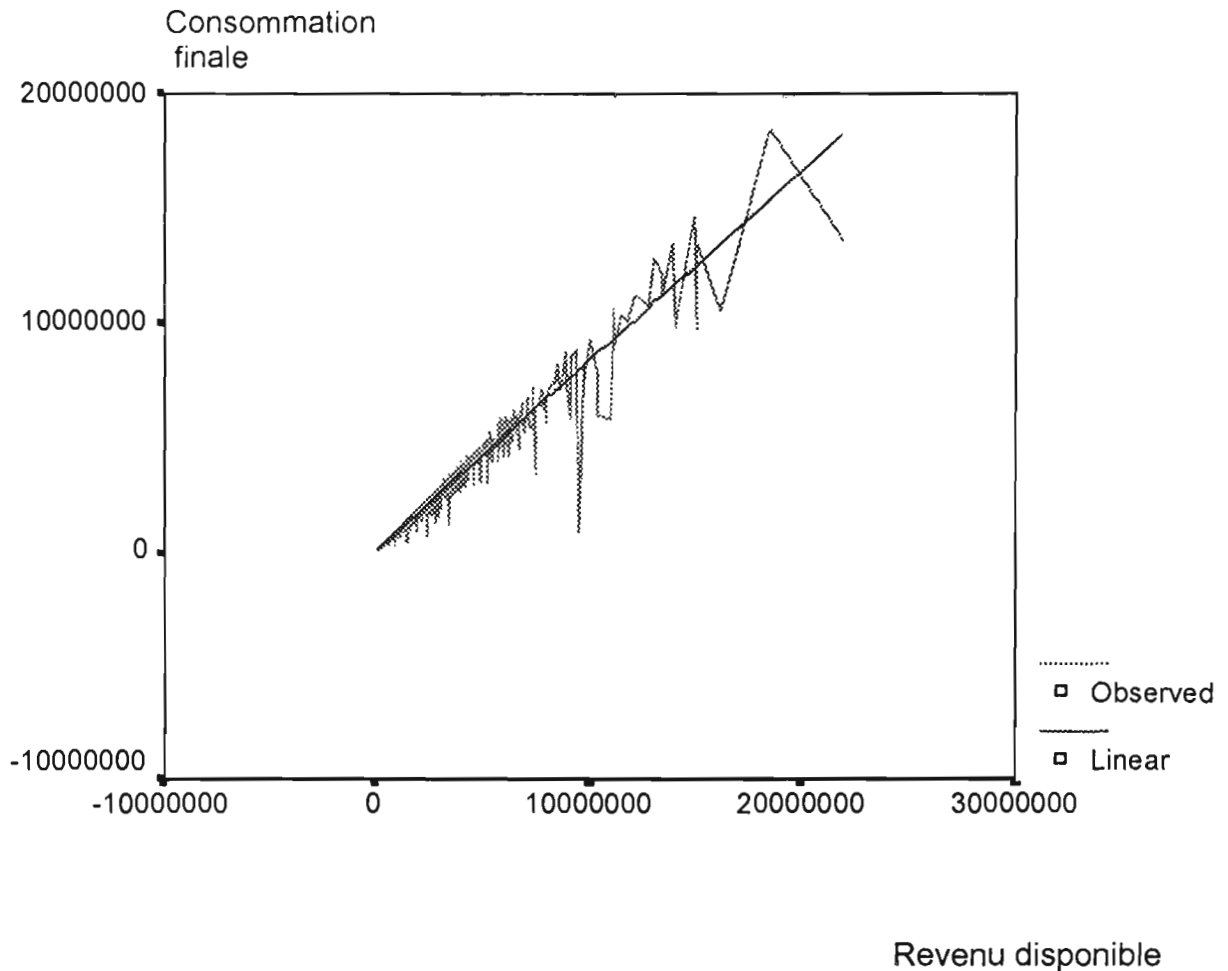
Tableau1 : Les propensions moyennes à consommer et à épargner(suite4)

N°	Revenu brut	Impôts directs	Revenu disponible	Consommation finale	Epargne	PMC	PMS
95	451791,7	,00	451791,7	1140672	,00	2,52	,00
96	149000,0	,00	149000,0	259487,3	,00	1,74	,00
97	537000,0	,00	537000,0	1412193	,00	2,63	,00
98	493400,0	,00	493400,0	854001,0	,00	1,73	,00
99	193750,0	,00	193750,0	391727,5	,00	2,02	,00
100	200400,0	,00	200400,0	580043,1	,00	2,89	,00

Source : Calculs faits par l'auteur à partir des données de l'ESAM (1994 – 1995)

La consommation finale selon le revenu est reproduite sur le graphique2.

Graphique2 :L'évolution de la consommation finale en fonction du revenu disponible



Vu le graphique2 et le tableau1, on peut dire que les propositions de Keynes sont confirmées de la classe des pauvres à celle des moyens : la propension moyenne à consommer diminue et la propension moyenne à épargner augmente avec le revenu.

Cependant, on remarque que la propension à épargner des riches est plus faible que celle des individus moyens. Cela s'explique par le fait que beaucoup de riches dans nos sociétés n'ont pas le culte de l'investissement et se livrent le plus souvent à des dépenses ostentatoires pour maintenir ou rehausser leur image de marque dans la

société. Quant aux individus moyens, ayant pour le
mais trop faible pour satisfaire les besoins primaires
l'autre, épargnent plus pour se prémunir contre les
d'insécurité alimentaire.

La quasi-totalité du revenu des ménages est consacrée à la
consommation finale de biens et services.

Bien que les PMC connaissent une évolution irrégulière, leur niveau
reste toujours très élevé.

Les PMS sont très faibles voire souvent nulles et ont une évolution
irrégulière. Cette faiblesse des PMS est due à la faiblesse voire à
l'inexistence de l'épargne qui est la partie des revenus des ménages qui
n'est pas dépensée en achats de biens et services et qui ne sert pas au
paiement des impôts.

Compte tenu du niveau très élevé des propensions moyennes à
consommer, l'épargne est presque inexistante et cela s'explique par la
faiblesse des revenus de la quasi-totalité de la population menacée par
la pauvreté avec son cortège de misère et de désolation.

Le peu d'épargne dégagée est pour la plupart le fait de ménages
expatriés. Cette épargne, au lieu d'être utilisée pour financer les
investissements internes, est quasiment transférée à l'étranger pour être
affectée à des achats de biens et services (enfants étudiant à l'étranger,
séjour de vacances...), à des investissements ou tout simplement placée
dans des institutions financières.

Il est donc exclu que l'intégralité de l'épargne soit utilisée pour financer
les investissements au Sénégal.

Par ailleurs, on remarque que tout accroissement du revenu est suivi
d'un accroissement de la consommation et ce, dans une moindre
proportion.

Donc, la loi psychologique de Keynes (1936) est vérifiée au niveau des ménages riches et moyens sénégalais à savoir :

« ...,En moyenne et pour la plupart du temps, les hommes tendent à accroître leur consommation à mesure que leur revenu croît, mais non d'une quantité aussi grande que l'accroissement du revenu ».

Les propensions moyennes à consommer sont supérieures à l'unité pour la plupart des ménages pauvres qui constituent la quasi-totalité des ménages. Cette situation est la conséquence de la faiblesse des revenus permanents se traduisant par le fait que ces ménages consomment plus que leurs revenus.

L'effet de Cliquet ou de Rémanence est-il observé au Sénégal ?

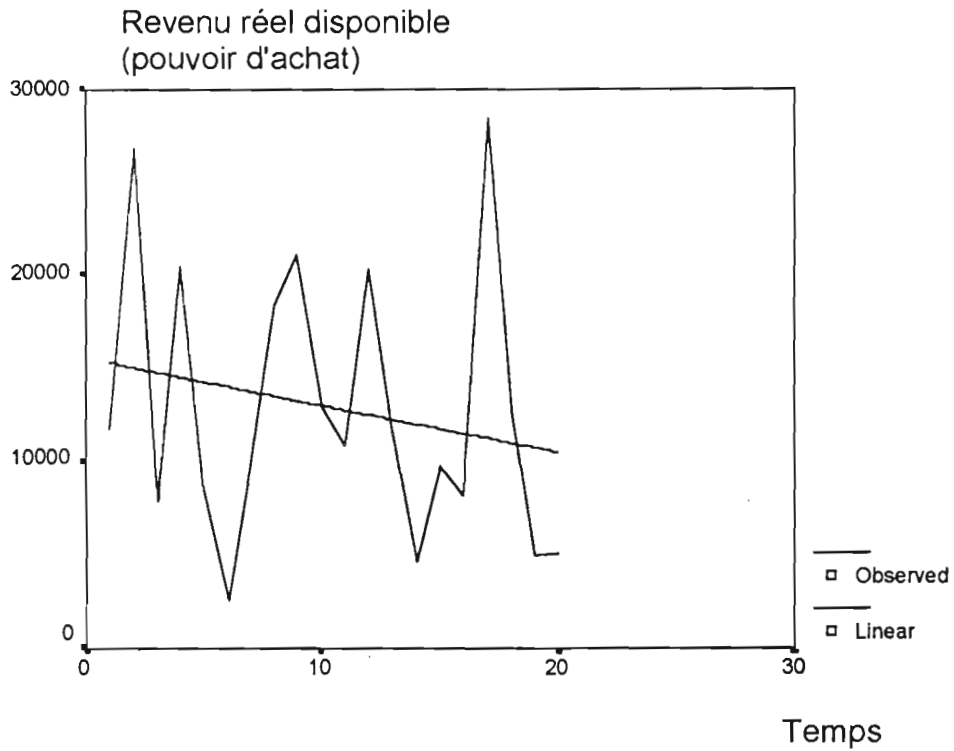
Rappel: L'effet de Cliquet ou de rémanence a été décrit en 1949 par J.S. Duesenberry dans le cadre du modèle du revenu relatif. Il postule que pendant les périodes de diminution du pouvoir d'achat, les ménages n'abaissent pas ou n'infléchissent pas leur consommation dans la même proportion et par conséquent le taux d'épargne décroît.

Lorsque le revenu réel croît, la consommation augmente mais moins que proportionnellement et l'épargne augmente.

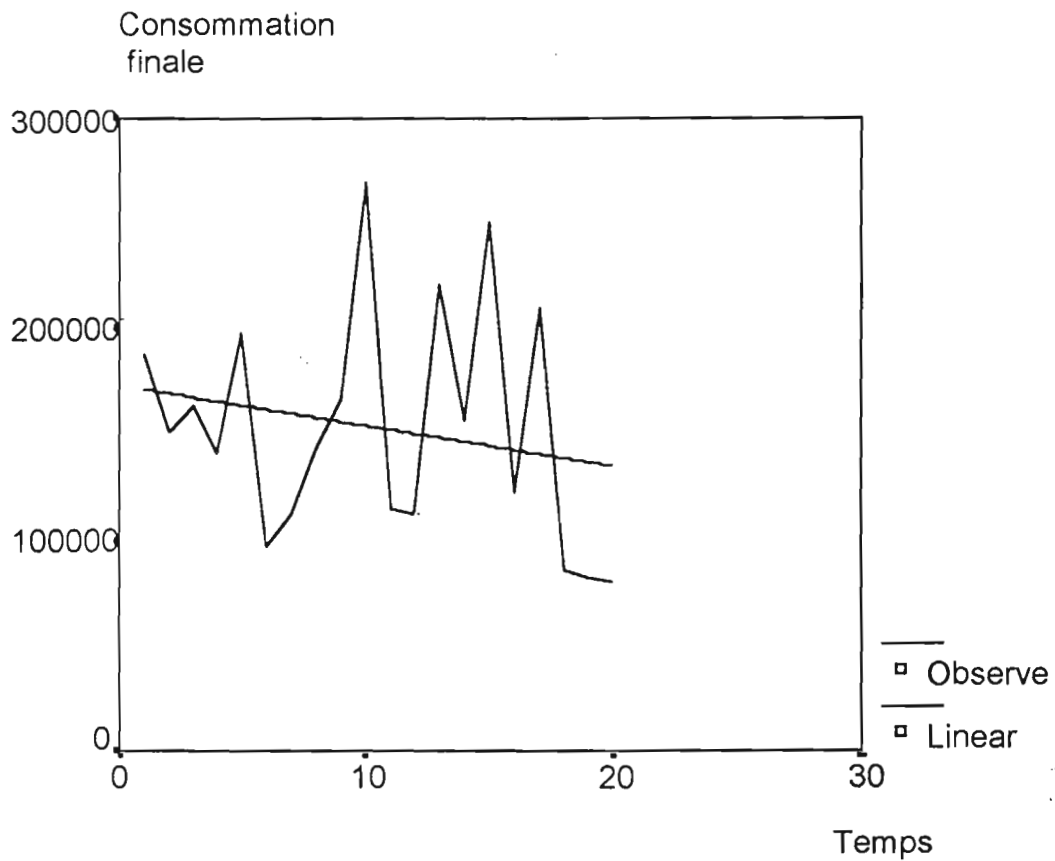
La consommation présente donc une certaine inertie que Duesenberry attribue au souvenir qu'ont les ménages du niveau antérieur le plus élevé de leur revenu ou de leur consommation.

Les graphiques suivantes illustrent cette thèse de Duesenberry.

Graphique 3 : Evolution du pouvoir d'achat



Graphique 4: Evolution de la consommation finale



Les courbes montrent que le pouvoir d'achat et la consommation baissent dans le temps mais que la consommation baisse moins vite . Ceci est très visible au niveau des tendances linéaires (La tendance linéaire de la consommation a une pente plus élevée que celle de la tendance linéaire du pouvoir d'achat). C'est dire que l'effet Cliquet ou de rémanence de James Duesenberry (1949) est vérifié au Sénégal. Les baisses de pouvoir d'achat ne sont pas suivies d'une diminution proportionnelle de la consommation car les ménages tendent à conserver leur niveau antérieur ou habituel de consommation.

b. Les propensions marginales à consommer et à épargner

La propension marginale à consommer est le rapport de la variation de la consommation à la variation du revenu.

$$C = [\Delta C / \Delta R_d] = (C_t - C_{t0}) / (R_{dt} - R_{dt0})$$

La propension marginale à épargner est le rapport de la variation de l'épargne à la variation du revenu : $s = [\Delta s / \Delta R_d] = (S_t - S_{t0}) / (R_{dt} - R_{dt0})$

Elle indique la variation de l'épargne induite par une variation donnée du revenu.

De la classe des pauvres où la dépense annuelle par personne au sein du ménage (dap) € [0 - 150000[à celle des riches (dap) €] 600000 et plus] via celle des moyens (dap) € [150000 – 600000], on remarque que les propensions marginales à consommer (pmc) sont très élevées.

Les pmc des pauvres et des riches sont en moyenne plus élevées que celle des individus moyens ; pour leurs propensions marginales à épargner (pms), c'est l'inverse.

Cela peut se comprendre comme suit :

-les pauvres représentant ceux qui n'ont généralement pas une source permanente de revenu ou s'ils l'ont, le revenu est trop faible pour satisfaire leurs besoins primaires, consomment toujours une très grande proportion de l'accroissement de leur revenu voire pratiquement tout. C'est pourquoi leur propension à épargner est quasiment nulle.

-les riches ayant déjà satisfait leurs besoins de base, n'ont généralement pas dans notre société le culte de l'investissement et se livrent souvent à l'achat de biens de luxe ou à des dépenses ostentatoires en cas d'accroissement de leur revenu.

En plus, la pression communautaire exige une certaine solidarité entre les riches et les démunis, ce qui entraîne aussi le gonflement des dépenses des riches.

Psychologiquement aussi, ils s'attendent le plus souvent à un revenu permanent assez élevé et ne craignent pas en conséquence à dépenser largement.

Aussi leur propension à épargner est faible.

-les individus moyens ont généralement une source permanente de revenu mais insuffisant pour satisfaire l'ensemble de leurs besoins primaires d'une période à l'autre. C'est pourquoi, ils épargnent plus que toutes les autres classes afin de s'assurer contre toute fluctuation trop importante de leur niveau de consommation. Cette épargne représente un filet de sécurité alimentaire et social qui sera déboursée en cas d'évènements majeurs (baptême, fête, funérailles, etc.) ou en cas de conjoncture défavorable (crises économique et/ou financière).

Tableau 2 : Propensions marginales à consommer et à épargner

	R _p	Δ R _p	C	Δ C	pmc	s	Δs	pms
0-60000	571976,1	-----	547509,8	-----	-----	27,11	-----	-----
60000-100000	913919,8	341943,7	868414,8	320905	0,938	2129,39	2102,28	0,006
100000-150000	1292006	378086,2	1210301	341886,2	0,904	4851,16	2721,77	0,007
150000-225000	1759143	467137	1590095	379794	0,813	6161,75	1310,59	0,003
225000-350000	2370352	611209	2071096	481001	0,787	30926,4	24764,65	0,040
350000-600000	3113639	743287	2612218	541122	0,728	139675	108748,6	0,146
600000-1500000	4285888	1172249	3499065	886847	0,756	153863	14188	0,012
1500000 et plus	6494325	2208437	5323375	1824310	0,826	186316	32453	0,0147

Source : Calculs faits par l'auteur à partir des données de l'ESAM (1994-1995)

R_p : Revenu permanent annuel par tête

C : Consommation finale de biens et services par personne et par an

A.2 Coefficients budgétaires et comportement de consommation des ménages

Le coefficient budgétaire d'un bien i, est la part de ce bien dans le budget de consommation d'un agent économique.

$w_i = [C_i / C] \cdot 100$ où C_i et C sont respectivement la consommation du bien i et la consommation totale de biens et services.

Le tableau 3 suivant présente les coefficients budgétaires en % des différentes fonctions de consommation selon le milieu de résidence et pour l'ensemble des ménages.

Tableau 3 : Coefficients budgétaires des différents postes de consommation selon le milieu de résidence

Fonctions de consommation	Dakar	Autres centres villes	Milieu rural	Ensemble
-Produits alimentaires, boissons et tabacs.....	40,1	45,6	69,1	53,2
-Articles d'habillement et chaussures.....	10	7,2	7	8,1
-Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	24	28,6	12,4	20,3
-Ameublement, équipement ménager et entretien courant	5,9	4,9	3,9	4,8
-Santé.....	3,9	4	2,8	3,4
-Transports et communications.....	6	4,1	2,6	4,2
-Loisirs, spectacles et culture.....	1,1	0,5	0,2	0,6
-Enseignement.....	2,6	1,4	0,3	1,4
-Hôtels, cafés et restaurants.....	1,4	0,2	0,1	0,6
-Autres biens et services.....	5	3,6	1,6	3,4
Total.....	100	100	100	100

Source :DPS/ESAM/1994-1995

Le tableau 3 montre que :

- l'alimentation reste un poste fondamental du budget de consommation des ménages au Sénégal. Il occupe pour l'ensemble un taux de 53,2% et qui décroît selon le degré d'urbanisation (69,1% en milieu rural, 45,6% dans les autres villes et 40,1% à Dakar).

Cette répartition est compréhensible puisqu'elle reflète le schéma évolutif de toute économie en développement, c'est à dire qu'au fur et à mesure que le développement progresse, on atteint progressivement la saturation de certains biens de première nécessité en particulier les biens alimentaires. Cependant, la faiblesse des pouvoirs d'achat au Sénégal fait que les dépenses de consommation alimentaire occupent une place prépondérante dans le budget de consommation des ménages.

« La dépense par personne et par an (dpa) en consommation alimentaire a enregistré de 1991 à 1994, une hausse de 1,2% par an en terme nominal et la valeur réelle de la consommation alimentaire a baissé d'environ 9%. » (Rapport de synthèse, ESAM, 1996)

- la part des dépenses consacrées aux services (logement, loisirs, transports et communication, santé, etc.) croît légèrement puisque les valeurs observées au niveau des données en coupe, reflètent la tendance de long terme du schéma évolutif des parts de dépenses de consommation des différents biens et services dans une économie en développement.

Néanmoins, compte tenu de la non couverture des coûts de l'Homme au Sénégal, la part des services dans le budget de consommation évolue mais dans une très faible proportion.

Sous ce rapport, on peut noter que ce sont les biens de première nécessité (aliments, tabacs, boissons, habillements,...) qui prédominent

compte tenu d'un besoin potentiel de consommation dépassant largement la demande réalisée et ce, depuis l'indépendance.

B. L'analyse des élasticités

L'estimation de l'équation de la demande de consommation dans la partie empirique va mettre en relief la validité statistique des coefficients estimés.

L'analyse des élasticités permettra de faire ressortir les implications du comportement de consommation des ménages sénégalais.

Les élasticités calculées à partir de données chronologiques sont considérées comme des paramètres de court terme.

Les élasticités obtenues à partir des données en coupe traduisent les tendances (ou comportement) de long terme car elles reflètent toutes les différences qui existent entre les ménages de différents statuts (Timmer.C, Walter.P.Falcon et Scott.R.Pearson, 1983)

En conséquence, les élasticités calculées à partir du présent modèle doivent-être interprétées à la lumière de la thèse ci-dessus, les données étant une série de coupes observées pour l'année 1994-1995.

a. Calcul des élasticités

Au milieu du XIX^e siècle, le Statisticien allemand Ernest Engel [Voir Yves. S, B. Bernard et Ferrandier. R (1992)] découvrait, à la suite d'études sur des budgets familiaux, que la part de certaines consommations diminuait avec le niveau du revenu.

Ultérieurement, d'autres analyses établiront des résultats opposés à savoir que la part de certaine consommation reste constante ou s'accroissait avec le niveau du revenu.

L'ensemble de ces résultats associés, donnèrent naissance aux lois d'Engel généralement représentées par des courbes dites courbes d'Engel.

Elles permettent une classification des biens en fonction de l'élasticité de la consommation par rapport au revenu.

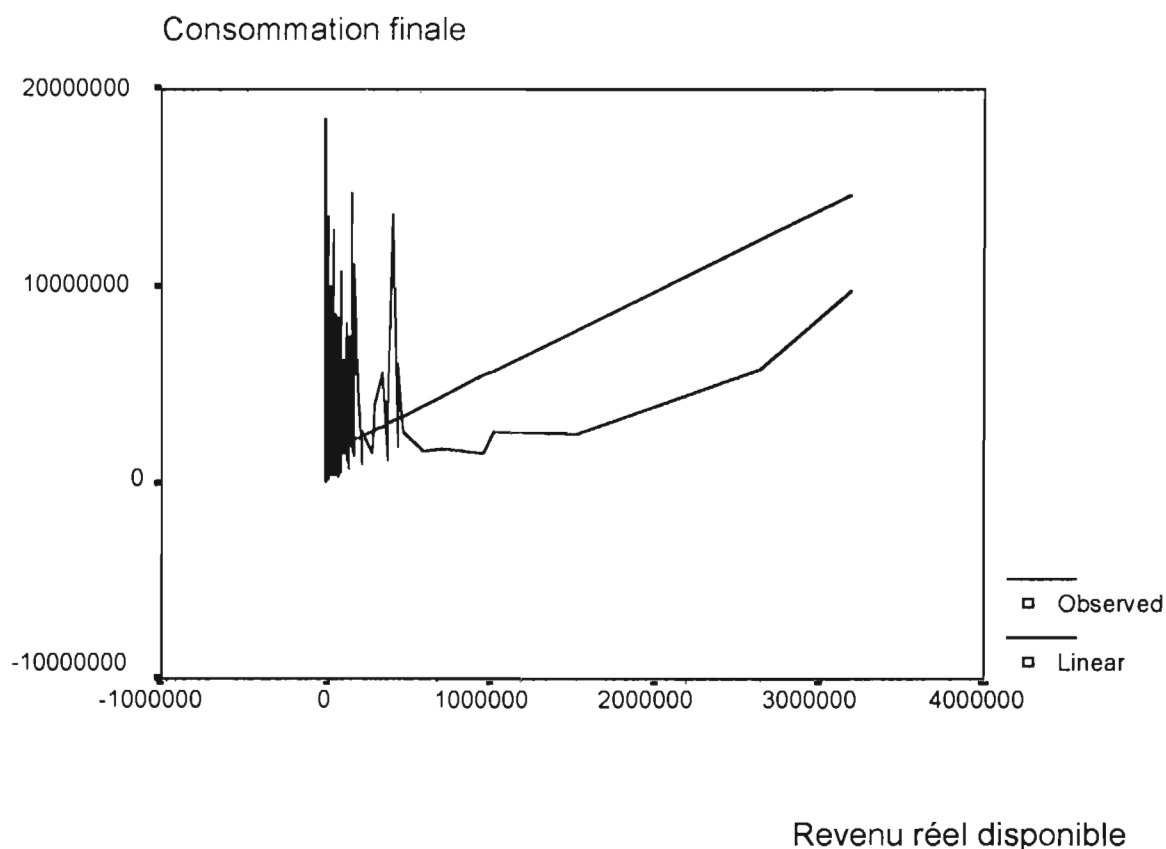
Dans cette présente section, nous exécuterons les tâches suivantes :

- Tracer la courbe d'Engel.
- Calculer les élasticités de la consommation des biens et services par rapport au revenu pour les terciles 1,2 et 3.
- Quelles implications en tirer ? .

1. La courbe d'Engel

La courbe d'Engel relie le niveau de la consommation au revenu réel.

Graphique 5: L'évolution de la consommation finale en fonction du pouvoir d'achat



La courbe d'Engel montre qu'au Sénégal, la consommation augmente en fonction du revenu réel mais moins que proportionnellement ; ce qui est conforme aux lois d'Engel.

2. Les élasticités de la consommation de biens et services par rapport au revenu permanent

L'élasticité de la consommation par rapport au revenu permanent est le rapport des variations relatives de la consommation aux variations relatives du revenu permanent.

$$\mathcal{E}_{C, R} = (dC/C) / (dR/R) = (\Delta C/C) / (\Delta R/R) = [(C_1 - C_0)/C_0] / [(R_1 - R_0)/R_0] \text{ où}$$

C_0 et C_1 désignent respectivement les dépenses de consommation en périodes 0 et 1 et R_0 et R_1 les revenus permanents aux périodes 0 et 1.

Cette mesure est celle de l'élasticité ponctuelle.

Si les variations du revenu permanent sont importantes ou si les données ne sont pas très fiables, il convient d'utiliser l'élasticité d'arc :

$$\mathcal{E}^a = [(C_1 - C_0)/(C_1 + C_0)] / [(R_1 - R_0)/(R_1 + R_0)]$$

Dans le tableau suivant, nous allons calculer les élasticités de la consommation par rapport au revenu permanent en utilisant les données de l'ESAM.

-De la classe des pauvres à celle des moyens, on remarque que l'élasticité-revenu permanent augmente avec l'accroissement du revenu permanent. Ceci traduit l'insuffisance du niveau de consommation de ces catégories de ménages. Pour certains ménages de la classe moyenne, l'élasticité revenu est supérieure à l'unité ce qui s'explique par le fait que ces ménages qui sont à la limite de la bourgeoisie aspirent se procurer des objets de luxe (fauteuils, télescope, réfrigérateur, téléphone, etc.) dès que leur revenu augmente.

Pour les riches, l'élasticité revenu est aussi grande parce que d'une part, il faudra relativiser la notion de richesse dans notre société car nos riches ne sont pas pour la plupart des riches par référence au riche Occidental et d'autre part, existe la pression communautaire qui fait qu'ils supportent de plus en plus de charge avec l'accroissement de leur revenu.

Les valeurs des élasticités confirment que le revenu permanent est le déterminant fondamental de la consommation des ménages au Sénégal et ce, pour toutes les catégories. Donc, les valeurs des élasticités confirment les résultats obtenus dans la partie empirique.

Tableau n°4 : Elasticité de la consommation par rapport au revenu permanent.

(R_{ppa} et $Cons_{ppa}$ en milliers de francs CFA)

R_{ppa}	80-125	125-187,5	187,5-287,5	287,5-475	475-1050
$Cons_{ppa}$	78,765- 121,536	121,536- 182,262	182,262- 322,354	322,354- 435,291	435,291- 855,473
ε^a	0,97	0,99	1,32	0,60	0,86

R_{ppa} : Revenu permanent par tête et par an.

$Cons_{ppa}$: Consommation par tête et par an.

Source : Calculs faits par l'auteur à partir des données de l'ESAM.

Conclusion : Les élasticités représentent un intérêt certain car elles nous permettent de confirmer ou de nuancer les résultats statistiques obtenus à partir des régressions.

L'analyse des élasticités surtout celle des élasticités-revenu, permet aussi :

-de suivre l'évolution des goûts et préférences des consommateurs et de repérer leurs éventuels changements.

-d'effectuer des comparaisons internationales permettant de déceler des divergences ou des convergences dans les modes de vie ou de consommation.

-de réaliser des prévisions de consommation à moyen ou long terme, à condition que l'on connaisse leurs tendances passées, soit à la baisse soit à la hausse.

II. Comportements sociaux

L'individu fait face dès son intégration dans la société, particulièrement dès sa maturité, à un ensemble de normes, fait d'obligations, d'interdits et de permissions que nous appellerons : Pression communautaire.

Le non-respect des normes est assorti de sanctions explicites et le plus souvent implicites.

Il existe un comportement particulier de chaque individu par rapport aux normes. Cela dépend de la personnalité de chacun, de sa faculté à se soumettre, de son degré d'altruisme, de son information, etc....

Les transferts communautaires qui résultent de la pression communautaires ont permis à notre société de résister remarquablement aux calamités naturelles (famine, incendie, sécheresse) ou économiques (chute des cours des matières premières, récession,...).

Une gestion efficiente de ces transferts communautaires, peut-être un instrument efficace de régularisation du niveau de consommation et donc un moyen d'amélioration du bien-être social. Mal gérés, une crise générale du système de solidarité peut s'ensuivre ainsi qu'un renforcement de la pauvreté.

Par ailleurs, nous allons exposer les facteurs psychologique et culturel intervenant dans les prises de décisions de consommation des ménages et dont l'importance est loin d'être négligeable.

A. La pression communautaire

La société sénégalaise comme beaucoup de sociétés africaines, connaît un système particulier de redistribution communautaire.

Les transferts qui en découlent peuvent prendre plusieurs formes :

Monnaie, temps, travail, ... etc.

Ces transferts, expression de la solidarité communautaire, permettent de par les migrations (tutorat, hébergement, ...), les envois de fonds ou en nature qu'ils engendrent, de s'assurer contre l'insécurité alimentaire et les pertes de bien-être.

a. Les transferts communautaires

Les transferts communautaires apparaissent généralement comme des obligations communautaires.

La satisfaction des obligations collectives est un préalable au calcul économique individuel. Le principe du respect communautaire est antérieur au Self-interest utilitariste (F.R.Mahieu, 1990). Cela veut dire que le calcul utilitariste n'est pas exclu dans notre société mais qu'il reste subordonné à l'impératif communautaire.

Ce système est utopique, métaphorique, dans une société occidentale utilitariste.

Un membre pauvre de la communauté, s'il n'est pas exclu de cette dernière, possède un droit à la redistribution vis à vis d'un autre membre ayant un statut social supérieur.

Ceci est d'autant plus vrai que les individus ne maîtrisent pas leur avenir.

L'existence d'un voile d'ignorance (expression de J. Rawls, 1971) sur le futur, pousse les plus nantis de la société à accepter la solidarité vis à vis des pauvres. Les bonnes actions d'aujourd'hui peuvent-être remboursées par les autres en cas de faillite.

Les transferts ne sont pas uniquement monétaires. Ils peuvent-être en nature (envois de vivriers, de plats,...), en travail (participation à l'agriculture pendant l'hivernage) et en visites de courtoisie lors des funérailles, des baptêmes et autres circonstances.

Les visites ne sont pas uniquement des prétextes à donner de l'argent mais représentent aussi des avances en temps qui peuvent-être remboursées lorsque l'occasion se présentera.

La communauté surveille l'équilibre droits / obligations pour chaque ressortissant. Chaque individu est demandeur ou donateur selon sa position à l'échelle sociale dans la communauté.

La communauté, de part les chefs, exerce un contrôle explicite et le plus souvent implicite. Nul ne sait ce qui peut l'arriver en cas de violation des règles communautaires. Le contrôle explicite est garanti par les forces implicites telles que la sorcellerie, le fétiche, etc.

Donc l'importance des transferts communautaires est liée à la force du contrôle social, souvent implicite, créée par l'incertain communautaire. Donc, refuser les obligations directes (aider ses parents pauvres au village ou en ville), ou indirectes (héberger un parent ou un ressortissant), c'est s'exposer à des conséquences aléatoires.

En période de crise, revenir sur des obligations déjà honorées, par exemple réduire les membres du foyer à ta charge, provoque un scandale. Il faut donc s'adapter en diminuant par exemple les dépenses alimentaires, en diminuant les visites au village et tenter à la limite de faire travailler les membres hébergés de la communauté afin de pouvoir se débarrasser d'eux.

L'existence de l'ensemble des contraintes précitées, influencent significativement les décisions de consommation et de production d'où la nécessité de leur prise en compte dans la mise en œuvre de politiques économiques performantes.

b. Les effets des transferts communautaires sur la consommation et le bien-être des ménages.

Les effets des transferts communautaires sur la consommation et le bien-être ne sont pas évalués dans les enquêtes portant sur l'évaluation des conditions de vie au Sénégal [ESP (Enquêtes Sur les Priorités des Ménages) et ESAM(Enquêtes Auprès des Ménages Sénégalais.)]

Il sera important de tenter de montrer comment cette pression communautaire peut aider à régulariser la consommation des ménages et à accroître leur bien-être ou peut-être source de déséquilibres profonds de la consommation et du bien-être.

1. Les transferts communautaires, instrument de régulation

Dans notre société, la prise en charge des économiquement faibles par les plus nantis, est un acte qui permet d'assurer un certain équilibre social.

Notre société est une collectivité à deux vitesses. Des commerçants et cadres, en général, partisans de l'appareil d'état, qui s'enrichissent et une bonne frange de la population s'embourbant dans la misère et la désolation.

Par conséquent, les plus riches doivent effectuer des transferts directs (auprès d'individus ou de ménages) ou indirects (par l'intermédiaire d'une communauté) pour assurer l'équilibre social.

Par exemple, les transferts monétaires ou les transferts en nature (envois de riz, huiles, savons, habits, etc....) permettent aux ménages à faible revenu de compenser leur déficit de consommation.

La solidarité peut se manifester par d'autres procédés. En cas de funérailles ou de festivité, la contribution des riches permet aux pauvres d'échapper aux fluctuations trop importantes de leur consommation future car ne disposant pas d'épargne suffisante leur permettant de faire face à des circonstances irrégulières.

En plus, le tutorat et l'hébergement permettent d'atténuer la charge des parents démunis par réduction du nombre de personnes dans leur ménage. Ces flux sont réversibles selon les situations économiques des familles. Par exemple, si on prend les flux inter-zones (village-ville), lorsque la conjoncture est mauvaise en ville ou en campagne, ses flux peuvent changer de sens. Accueillir un enfant ou un ressortissant du village, c'est se donner la possibilité d'envoyer un membre de sa famille vers cette communauté.

Bref, le système des transferts communautaires représente un outil important de régularisation du bien-être des ménages.

Dans ce système, l'individu le plus mal nanti, s'il n'est pas exclu de la communauté, sera toujours secouru par une dotation communautaire de sorte à éviter la « zone de famine. »

Par contre l'accroissement de la pression communautaire à un degré exorbitant peut placer les donateurs dans une position difficile et qui en retour ont pour la plupart, le complexe de faire appel à la solidarité communautaire. Cette situation peut aboutir à un déséquilibre de leur niveau de consommation et de leur bien-être.

2. Les transferts communautaires, facteur de déséquilibre

Les transferts communautaires, lorsqu'ils ne sont pas dosés peuvent entraîner les donateurs dans une situation économique difficile.

Les donateurs « les riches » sont en général des individus de classe moyenne. De ce fait, s'ils ne contrôlent pas leurs transferts, ils passent d'une situation d'équilibre à une situation d'accumulation de problèmes. Cet effet est d'autant plus intense que, bénéficiant d'un statut social acceptable, même avec des réductions importantes de revenu en cas de récession, il est avilissant de faire appel à l'aide communautaire ou de renoncer à aider les démunis de la communauté compte tenu de sa position à l'échelle sociale. Cette situation se traduit par une dégradation notable de leur niveau de vie.

Par contre, les individus en situation économique difficile, s'ils ne sont pas exclus de la communauté, peuvent bénéficier de la solidarité communautaire. Cette prise en charge, les sort le plus souvent de leur situation difficile.

Cet effet de bascule, faute de statistiques, ne peut-être pris en compte par les politiques de redistribution de revenu. Ceci étant, les résultats obtenus après la mise en œuvre des politiques d'amélioration du bien-être, ne sont jamais à la hauteur des résultats escomptés à cause de la négligence ou de l'ignorance de ces phénomènes par les décideurs.

A cet effet, pour atténuer ce facteur déséquilibrant, chacun doit avoir intérêt à la redistribution de telle sorte que les plus grands avantages pour les assistés, représente un sacrifice marginal pour les donateurs. En d'autres termes, le maximum pour les aidés doit représenter un **maximum minimorum** pour les donateurs afin que l'équilibre général social soit assuré.

Conclusion :

Les transferts communautaires représentent un instrument important de régularisation et d'amélioration du bien-être social.

Bien gérés, ils permettent d'assurer progressivement l'équilibre social en protégeant la communauté contre l'insécurité alimentaire.

Mal gérés, les transferts communautaires peuvent-être source de déséquilibres profonds surtout pour les donateurs qui, même en période de récession économique, ne peuvent le plus souvent refuser de s'exécuter vis à vis des plus démunis vu leur position à l'échelle sociale.

Face à cette situation, la pression communautaire exercée sur les donateurs de la communauté doit-être gérée avec conscience et mesure.

Pendant les périodes de vaches maigres, les assistés doivent faire preuve de patience et de compréhension quitte à refuser certaines offres des donateurs qui pour la plupart, ne sont que des simulations. Ainsi, la pression communautaire sur les plus nantis sera plus faible et les avantages pour les plus démunis ne représenteront qu'un sacrifice marginal pour les donateurs d'où l'équilibre social sera atteint.

B. Les facteurs psychologiques et culturels de la consommation

Les facteurs économiques ont été longtemps considérés comme déterminants à eux seuls le niveau de la consommation, aujourd'hui, on a de plus en plus recours aux explications de types psychologique et culturel.

On constate en effet que le fait d'appartenir à tel ou tel type de catégorie socioprofessionnelle, détermine une partie de la consommation. Ainsi, les cadres supérieurs et ceux qui évoluent au niveau des professions libérales, consacrent une part importante de leur budget aux loisirs, à la culture, attitude que n'ont pas les commerçants ou les agriculteurs aux revenus identiques. Donc, la consommation est aussi fonction du niveau d'études, du genre de vie.

La conduite du consommateur est en partie dictée par l'opinion qu'il se fait des différents produits et non par leurs qualités intrinsèques. L'idée que l'on se fait ou qu'une société se fait d'un bien est souvent plus importante que ses qualités intrinsèques. Le consommateur impute des qualités aux produits en fonction de ses désirs, de l'échelle des valeurs qui lui est propre et de l'image de lui-même qui lui est renvoyée par l'utilisation d'un bien ou d'un service, image qui peut-être de fois flatteuse.

Certains achats peuvent-être inspirés par le rang social que l'on croit appartenir et que l'on pense précisément atteindre grâce à ses achats de biens et services.

Le consommateur veut alors acheter ce qu'il considère être un bien habituel dans le milieu auquel il appartient ou auquel il aspire (voiture d'une certaine marque, meubles d'un certain style, résidence, etc.)

Le désir d'émulation sociale et l'effet d'imitation qui en résulte, permettent de démontrer que le montant de la consommation dépend non seulement du niveau absolu du revenu permanent mais aussi de son niveau relatif mesuré par rapport aux autres personnes avec lesquelles on vit.

Lorsqu'on vit dans un milieu où on est classé parmi les plus nantis, on est tenté de démontrer le plus souvent par le niveau et la qualité des biens et services consommés, qu'on reflète effectivement l'image d'individu aisé ou de ménage aisé.

Le goût pour l'innovation dont la mode constitue un cas essentiel, pousse aussi à la consommation. Son existence aboutit à démoder rapidement un certain nombre d'articles que les consommateurs n'usent pas et qu'ils renouvellent alors qu'ils sont encore aptes à rendre les services pour lesquels ils ont été faits : tels sont les cas des vêtements, des voitures, etc....

Pour une bonne part, la mode est fondée sur le rôle que prennent dans la psychologie de bien des gens, des modèles sociaux véhiculés par les mass-médias. Posséder la même voiture que telle vedette, c'est s'approprier un peu de son identité que l'on estime valorisante.

On peut vouloir par l'achat de produits déterminés, modifier l'image que l'on a de soi. Le choix de certains aliments est par exemple associé à une situation d'infériorité et d'autres à une situation prospère (viande, vin, etc.)

La religion de par ses options et ses interdits, peut orienter vers tel ou tel bien les individus. Certains sociologues démontrent que les religions protestantes prônant une vie austère, ont ainsi favorisé l'épargne au détriment de la consommation.

Il en est de même des religions orientales qui voient en la pauvreté le moyen le plus sûr de faire son salut.

À côté des religions, on pourrait aujourd'hui ranger les idéologies. Les exemples abondent pour démontrer l'impact de celle-ci sur la consommation.

Dans l'ex-URSS, la préférence qui a été accordée par les gouvernements soviétiques à l'investissement plutôt qu'à la consommation, a dominé jusqu'à la fin des années 1980, toute la politique économique.

L'accent mis aujourd'hui sur la production des biens et services de consommation, peut faire évoluer cette société vers une société de consommation, ce qu'elle n'est effectivement pas encore. C'est dire que l'idéologie non plus n'est pas sans effet sur la consommation des ménages.

Conclusion : Nous avons essayé d'exposer l'importance des facteurs psychologique et culturel pour attirer l'attention sur le fait que le revenu permanent et autres facteurs économiques (impôt, épargne, etc.) ne sont pas les seuls éléments explicatifs du niveau de la consommation.

Ainsi, les besoins seront aussi inspirés par les facteurs psychologique et culturel mais les consommateurs, en achetant certains biens, n'expriment que les besoins solvables.

Le revenu permet donc aux besoins potentiels de s'exprimer. Ceux-ci sont illimités, sans cesse suscités par le progrès technique, la mode, etc. ; Mais le revenu oblige à faire des choix. C'est au niveau du choix que joue pleinement les facteurs psychologique et culturel, puisque avec le même revenu, des ménages consommeront des biens et services différents. Ce qui est jugé minimum vital pour l'un, peut-être considéré comme le luxe pour l'autre.

Certes, chacun classe ses besoins selon une hiérarchie dictée par ses goûts personnels, variables d'un individu à l'autre. Cependant, on

constate que ces goûts sont relativement uniformes au sein de certains groupes sociaux. C'est qu'il existe diverses contraintes sociales qui s'exercent pour influencer les besoins et orienter les choix des consommateurs. Ainsi de nombreux besoins résultent de la volonté de faire comme les autres, d'être comme la catégorie sociale à laquelle on veut ressembler, de répondre aux différentes formes du snobisme de sorte que dans une très large mesure, les besoins ressentis par les individus, résultent des modèles et des contraintes sociaux qui les entourent.

Les individus font de ces besoins résultant des influences environnementales, leurs besoins, plus ou moins inconsciemment imposés par la vie en société. Par un phénomène d'intériorisation, les besoins subis deviennent des besoins ressentis, les individus les intègrent à leurs goûts jusqu'à les considérer comme des besoins personnels.

La publicité constitue une preuve patente de l'importance des phénomènes sociaux qui influencent la consommation des ménages.

Certes, il faut reconnaître l'impact des facteurs psychologique et culturel dans la détermination du niveau potentiel de la consommation mais la prééminence du revenu permanent est patente parce que lui seul permet d'exprimer les besoins potentiels en besoins solvables et ceci est confirmé par les résultats de nos études.

Chapitre 3 : Les déterminants de la consommation des ménages

Dans toute recherche, la partie empirique constitue le socle. Par conséquent, nous allons exposer notre modèle dans sa globalité (objectifs, hypothèses, méthodologie et données), ensuite, on estimera le modèle dans ses différentes variantes.

Enfin on exposera les implications des résultats empiriques.

Section 1 : Le modèle de la demande de consommation

Dans cette partie, nous allons préciser les grands axes de notre recherche.

Une recherche n'a de sens que si les objectifs, hypothèses et méthodologie sont clairement définis ce qui nécessite une présentation claire et simple du modèle.

A. Présentation du modèle

Les analyses de J. Muellbauer (1994) et de A. Deaton (1992) nous ont inspirés dans le choix de notre modèle. Le problème du ménage est d'établir une fonction de demande linéaire inspirée du type AIDS (Almost Ideal Demand System.) La forme théorique du modèle à estimer est :

$$C_{i,h,t} = a_i + b_i m_{h,t} + \delta_h \text{impôts}_{h,t} + \sum \theta_i P_{i,t} + \omega_h S_{h,t} + \sum d^*_{r,h} \psi_{r,h,t} + u_{i,h,t} \quad (1)$$

on pose

i , h et t sont respectivement les indices du produit, du ménage et du temps,

$u_{i,h,t}$ est une variable aléatoire représentant tous les autres facteurs explicatifs non explicitement pris en compte dans le modèle,

$C_{i,h,t}$ est la consommation du bien i par le ménage h à la date t

$m_{h,t}$ revenu permanent du ménage h à la période t .

a_i , b_i , θ_i , ω_h , δ_h et $d^*_{r,h}$ sont des paramètres inconnus à estimer et sont interprétés comme suit :

Le paramètre b_i capture l'effet de revenu et représente l'impact sur la part du bien i de 1% de variation du revenu permanent $m_{h,t}$. Le paramètre θ_i représente l'effet de 1% de variation du prix du bien i sur la part du bien i consommée par le ménage h au temps t . Le paramètre a_i est la part incompressible du bien i dans la consommation du ménage h en l'absence de tout effet de prix et de revenu.

Les paramètres ω_h et δ_h représentent respectivement les effets des dépôts d'épargne et des impôts directs sur la consommation des ménages.

Le paramètre $d^*_{r,h}$ représente l'impact de la variable démographique $\psi_{r,h}$ dans la consommation de biens et services. Pour l'estimation du modèle, nous allons tenter de refléter l'effet des classes de dépense sur la valeur des paramètres a_i et b_i à la lumière des données disponibles dans l'ESAM.

Les trois groupes de ménages retenus selon la dépense moyenne annuelle par personne (dap) :

Le tercile 1 : dap inférieure à 150000 F CFA (pauvres)

Le tercile 2 : dap compris entre 150000 et 600000 F CFA (moyens)

Le tercile 3 : dap supérieure à 600000 F CFA (riches)

Des estimations seront faites sur les différentes classes de ménage et sur l'ensemble des ménages.

B. Spécification du modèle

Dans cette partie, nous allons exposer la variable endogène et les variables exogènes du modèle afin de spécifier le modèle à estimer.

B.1 La consommation des ménages

Dans notre étude, nous allons utiliser C_h à la place de $C_{i,h,t}$ pour des raisons simplificatrices parce qu'en tenant compte de i (type de bien ou de service), nous allons établir une multitude de régressions ce qui serait très laborieux.

C_h inclut les consommations de biens et services qui sont définis dans l'ESAM.

B.2 Les déterminants de la consommation des ménages

Les variables explicatives sont les prix, le revenu permanent et les variables socio-démographiques.

Les prix utilisés sont les indices du niveau général des prix à la consommation.

Le concept de revenu utilisé dans la théorie de la demande se réfère au revenu permanent de Friedman. Une mesure appropriée pour un tel concept est la dépense moyenne du ménage et non son revenu perçu.

C'est le revenu permanent après impôt qui sera utilisé dans les estimations parce que nous étudierons simultanément l'impact des impôts sur la consommation des ménages.

Les variables démographiques sont nombreuses et on peut utiliser des critères de sélection.

Des critères peuvent - être employés à savoir celui de la contribution des variables explicatives à la réduction de la variance inexpliquée de la variable dépendante.

Cependant compte tenu du caractère très stochastique de ces méthodes, nous utiliserons notre bon sens pour sélectionner les variables et ce parce que nous sommes partie intégrante de cette société où règne la pauvreté de masse. Les variables suivantes sont retenues :

- a. La taille du ménage.
- b. Le taux de dépendance du ménage
- c. Le loyer-logement du ménage

Sur la base de ces variables, le modèle d'estimation utilisé dans notre étude est le suivant :

$$C_{h,t} = \alpha_h + \beta_h m_{h,t} + \delta_h \text{impôts}_{h,t} + \theta_i P_{i,t} + \omega_h S_{h,t} + d^*_1 \text{taille}_{h,t} + d^*_2 \text{loylogt}_{h,t} + d^*_3 \text{Txdep}_{h,t} + u_{h,t}$$

Les tests effectués sur les paramètres du modèle permettront de détecter l'impact des variables explicatives sur la consommation des ménages au Sénégal.

Concernant les stratégies de régularisation, il existe des méthodes. Mais pour l'instant, tout dépendra des résultats obtenus car pour tenter de régulariser les fluctuations de la consommation, il faut connaître ses

déterminants fondamentaux. Donc, l'utilisation des stratégies de lissage les plus efficaces dépendra des variables déterminantes de la consommation.

Une fois le modèle spécifié, il est important d'exposer les objectifs et hypothèses modèle.

C.Objectifs et hypothèses

Dans un premier temps, nous allons d'abord exposer les objectifs principal et spécifique et ensuite émettre les hypothèses de travail.

C.1 Objectifs

L'objectif principal de notre recherche est de déterminer les sources de la faiblesse et de l'irrégularité du niveau de la consommation des ménages et en tirer des implications de politique économique.

Les objectifs spécifiques sont :

- Mesurer l'impact du revenu permanent sur la consommation
- Mesurer l'effet des prix sur la consommation
- Mesurer les effets de certaines variables démographiques telles que : la taille du ménage, le loyer-logement, le taux de dépendance du ménage, etc.

Handwritten marks:
A small scribble consisting of a few lines and a loop, possibly initials or a signature.

C.2 Hypothèses

Nous émettons un certain nombre d'hypothèses pour définir notre cadre de travail.

H.1 : La consommation est essentiellement fonction du revenu permanent.

H.2 : Les variations non anticipées des prix, de l'offre de monnaie et des dépenses gouvernementales, affectent le revenu permanent.

Une fois le modèle présenté, les objectifs et hypothèses définis, il est indispensable d'exposer les sources de données.

D. Sources de données

La totalité des données nécessaires pour notre étude est disponible dans l'enquête auprès des ménages sénégalais (ESAM.)

L'ESAM représente la source la plus récente des données sur les ménages sénégalais et a permis de combler les lacunes du système d'information pré – existant. La période de collecte des données de l'ESAM s'est étalée sur 12 mois (Mars 1993 – Avril 1994) avec un échantillon de 3300 ménages, repartis entre la zone urbaine (1980 ménages) et la zone rurale (1320 ménages).

Dans l'ESAM, les dépenses de consommation des ménages résidant au Sénégal sont analysées et il est utile de rappeler ce que renferme le terme de dépense.

Les éléments suivants sont inclus dans le concept de dépense :

-Les biens et services destinés à la consommation, la valeur des produits agricoles et d'élevage fournis par les ménages et qui sont auto

consommés ainsi que la valeur locative des logements occupés par leurs usagers ou gratuitement par leurs propriétaires.

-Les transferts des ménages qui englobent les impôts, les cotisations sociales, les primes d'assurance, les cadeaux et dons faits par les ménages à d'autres ménages ou à des institutions.

Au niveau de l'évaluation du revenu, selon les acteurs de l'ESAM, ce fut une tâche délicate car les ménages sont très réticents dans la déclaration de leur revenu.

Cependant, l'enquête a tenté une approche des ressources provenant des différentes activités des membres du ménage.

Le revenu total dans l'ESAM est égal à la somme des recettes des unités de production non agricoles, de la valeur des produits agricoles, de l'élevage, de la chasse, de la cueillette, du revenu de la propriété (loyers imputés des logements habités par leurs propriétaires, par d'autres locataires et des loyers de matériel et services de production...), de la rémunération des salariés, le revenu provenant des coopératives de production et les transferts reçus.

Au-delà de ces concepts, des fichiers ont été créés pour faciliter le maniement des données. Parmi ces fichiers, ceux qui concernent notre étude sont :

- Ménage – caractéristiques socio-démographiques
- Ménages – personnes
- Ménages – dépenses
- Ménages – revenus

La base de sondage (Voir ESAM/1994-1995 pour plus de détails)

Au Sénégal, il existe un échantillon-maître de secteurs de dénombrement. Ces secteurs constituent des regroupements de districts de recensement (DR) contigus, issus du recensement général de la population et de l'habitat de 1988 (RGPH / 88). Ces regroupements permettent de travailler avec des unités de tailles plus importantes, variant entre 200 et 350 ménages (soit 1 à 3 DR par secteur).

L'échantillon maître est à deux degrés : l'unité primaire (UP) est la commune en zone urbaine et la communauté rurale en milieu rural.

Les communes ont été toutes choisies et les communautés rurales ont été tirées avec une probabilité proportionnelle à la taille (nombre de ménages) dans chaque région.

L'unité secondaire (US) dans les deux strates est le secteur de dénombrement. Les secteurs des communes de plus de 100000 habitants ont connu une stratification qui se fonde sur les données socio-économiques du recensement (niveau d'éducation, profession et type d'habitat).

E. Estimation du modèle et résultats empiriques

Dans cette partie, nous allons utiliser, à l'aide du logiciel SPSS, la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO) pour estimer les paramètres de nos régressions.

Les valeurs du F de Fisher et du coefficient de détermination R^2 indiquent le degré d'adéquation du modèle aux données.

Les valeurs R^2 indiquent la proportion de la variance des variables dépendantes, expliquée par les variables indépendantes.

Pour l'ensemble de nos estimations, R^2 est suffisamment élevé, les F de Fisher très grands et les Durbin-Watson proches de 2 ; ce qui prouve que notre modèle est économétriquement valable et que la plupart des variables structurellement importantes ont été incorporées dans le modèle.

L'analyse des coefficients porte surtout sur la significativité statistique. Tout coefficient dont la valeur du t de Student est supérieure à 2 est statistiquement significatif.

- Dans l'ensemble de nos estimations, nous trouvons que la consommation dépend essentiellement du revenu permanent. Ce résultat confirme, dans le cas du Sénégal, les conclusions des modèles de revenu permanent de Milton Friedman (1957) et de Modigliani-Brumberg (1954) ainsi que celles de Hall.E.Robert (1978) dans son modèle du cycle de vie-revenu permanent.

La consommation des ménages est très volatile par rapport au revenu permanent (faible lissage) et cette forte sensibilité confirme l'hypothèse H1 de notre étude à savoir : la consommation dépend essentiellement du revenu permanent.

Donc, pour lisser la consommation des ménages, il faut régulariser le niveau de leurs revenus permanents, autrement dit, pour régulariser la consommation, il faut maîtriser le niveau du revenu permanent dont elle en dépend principalement.

Les autres variables telles que la taille des ménages, les impôts directs, les prix des biens, les loyers imputés des ménages, le taux de dépendance et les dépôts d'épargne, ont une influence marginale sur la consommation des ménages.

- Concernant les prix, nous constatons qu'exceptée l'estimation faite sur la classe des riches où nous trouvons une relation négative entre consommation et prix, la consommation est liée positivement au prix. Ce qui d'emblée paraît aberrant.

Il n'en est rien car au Sénégal, la quasi-totalité de la population est pauvre donc à la recherche de subsistance. La plupart des ménages n'ont pas leurs besoins de base satisfaits.

Lorsque les prix augmentent sans accroissement correspondant de leurs revenus, leur pouvoir d'achat s'amenuise. Mais, compte tenu de la faiblesse du niveau de consommation des ménages qui correspond pour la plupart à un niveau de subsistance, ils tentent toujours de maintenir leur niveau habituel de consommation. Ce qui montre que l'effet de cliquet ou de rémanence de James Duesenberry joue.

En plus, lorsque les prix croissent, certains ménages anticipent des hausses futures de prix et augmentent en conséquence leur niveau de consommation présente.

- La politique fiscale n'est pas sans incidence sur la consommation des ménages.

Exceptée la classe des riches pour laquelle la relation consommation-impôts directs n'est pas statistiquement significative, les impôts directs influencent négativement le niveau de consommation des ménages.

Les résultats de nos régressions montrent qu'une modification à la baisse ou à la hausse des impôts directs peut favoriser ou freiner la consommation de biens et services des ménages mais dans une faible proportion.

- Les dépôts d'épargne financière influencent négativement la consommation des ménages au Sénégal, ce qui est un résultat classique.

Cependant, pour la classe des pauvres, les estimations montrent une relation positive entre consommation et épargne, ce qui à première vue paraît aberrant.

Mais, ce résultat peut s'expliquer par la rareté voire l'inexistence d'une source permanente de revenu pour la plupart des pauvres.

Lorsqu'un ménage pauvre épargne, c'est qu'il a obtenu un revenu, le plus souvent transitoire, lui permettant d'accroître simultanément son niveau de consommation parce que n'ayant pas ses besoins primaires satisfaits sinon, il n'épargnerait point.

C'est pourquoi leur dépôt d'épargne financière est accompagné d'une amélioration du niveau de leur consommation.

- La taille des ménages est liée positivement à leur consommation. Un accroissement ou une baisse de la taille des ménages peut augmenter ou diminuer leur niveau de consommation.

Cependant, on constate que ce résultat n'est pas statistiquement significatif au niveau de la classe des riches.

La relation positive entre taille du ménage et consommation paraît normale car la seconde étant toujours la satisfaction de la première. Donc, lorsque la taille du ménage augmente alors sa consommation augmente mais à condition qu'il ait un revenu lui permettant de concrétiser l'acte.

- Le taux de dépendance du ménage exerce une influence négative sur la consommation. Plus il y a d'inactifs dans le ménage, moindre est son pouvoir d'achat. Donc, tout accroissement de la proportion des inactifs dans le ménage se traduit par une baisse de la consommation.

Néanmoins, ce résultat n'est statistiquement significatif pour la classe des pauvres et celle des riches.

- Les loyers imputés des ménages exercent une influence positive sur la consommation des ménages hormis les ménages riches pour lesquels la relation inverse est constatée.

Cette relation semble être paradoxale pour les ménages pauvres et moyens car tout accroissement du loyer entraîne une baisse de leur pouvoir d'achat.

Mais, compte tenu de la faiblesse de leur niveau de consommation correspondant pour la plupart à un niveau de subsistance, ces ménages tendent toujours à conserver au moins leur niveau antérieur ou habituel de consommation. C'est pourquoi, la consommation augmente relativement car avec un pouvoir d'achat plus faible, ils tentent de conserver leur niveau habituel de consommation qui correspond généralement à un niveau de subsistance.

Résultats des régressions

Tableau 5 : Estimations pour l'ensemble des ménages

Source : DPS/ESAM/1994-1995

Variables explicatives	Coefficients	t	Sig.
Constante		-1,409	0,159
taille du ménage	0,029	7,330	0,000
taux de dépendance du ménage	-0,016	-4,403	0,000
impôts directs	-0,014	-3,882	0,000
Revenu permanent après impôt	0,966	224,277	0,000
Loyers imputés du ménage	0,023	5,354	0,000
dépôt épargne	-0,020	-5,476	0,000
indice des prix à la consommation	0,007	2,028	0,043
R ²		0,961	
R ² ajusté		0,961	
Durbin-Watson		1,779	
F		11560,299	

Handwritten mark: a checkmark and the letters 'AB'.

Handwritten mark: a checkmark and the letters 'AB'.

Tableau 6 : Estimations au niveau de la casse des pauvres

Variables explicatives	Coefficients	t	Sig.
Constante		-4,086	0,000
taille du ménage	0,008	2,332	0,020
taux de dépendance du ménage	-0,004	-1,586	0,113
impôts directs	-0,016	-6,954	0,000
Revenu permanent après impôt	0,978	247,983	0,000
Loyers imputés du ménage	0,021	7,293	0,000
dépôt épargne	0,010	4,359	0,000
indice des prix à la consommation	0,010	4,584	0,000
R ²		0,991	
R ² ajusté		0,991	
Durbin-Watson		1,761	
F		28595,898	

Source : ESAM/1994-1995

Variable dépendante: consommation finale

Seules les cases dont la tranche de dépense annuelle par tête est inférieure 150000 ont été sélectionnées.

Tableau 7 : Estimations au niveau de la classe des moyens

Variables explicatives	Coefficients	t	Sig.
Constante		-4,297	0,000
taille du ménage	0,050	5,968	0,000
taux de dépendance du ménage	-0,015	-3,154	0,002
impôts directs	-0,024	-4,723	0,000
Revenu permanent après impôt	0,917	107,597	0,000
Loyers imputés du ménage	0,048	7,725	0,000
dépôt épargne	0,004	0,827	0,408
indice des prix à la consommation	0,025	4,907	0,000
R ²	0,972		
R ² ajusté	0,971		
Durbin-Watson	0,971		
F	6103,096		

Source : ESAM/1994-1995

Seules les cases dont la tranche de dépense annuelle par tête € [150000-600000] ont été sélectionnées.

Tableau 8 : Estimations au niveau de la classe des riches

Variables explicatives	Coefficients	t	Sig.
Constante		0,428	0,669
taille du ménage	-0,013	-0,392	0,696
taux de dépendance du ménage	-0,051	-1,929	0,055
impôts directs	-0,027	-1,005	0,316
Revenu permanent après impôt	0,984	31,820	0,000
Loyers imputés du ménage	-0,054	-2,170	0,031
dépôt épargne	-0,077	-3,165	0,002
indice des prix à la consommation	-0,008	-0,286	0,775
R ²		0,910	
R ² ajusté		0,906	
Durbin-Watson		1,959	
F		246,511	

Source : Calculs faits par l'auteur à partir des données de l'ESAM (1994 – 1995)

Seules les cases dont la tranche de dépense annuelle par tête est supérieure à 600000 ont été sélectionnées.

Section 2 : Implications des résultats empiriques et propositions

Dans notre société où les besoins primaires de la quasi-totalité de la population sont insatisfaits, les implications de notre recherche doivent répondre à la question suivante :

Que faut-il faire pour accroître le niveau de la consommation des ménages et stabiliser son évolution afin d'améliorer leur bien-être ?

À la lumière des résultats de nos estimations, les plans d'action suivants s'imposent :

Il faut surtout améliorer le revenu permanent des ménages qui, d'après notre modèle est le déterminant fondamental de leur consommation. Comment ?

- Il faut offrir des opportunités d'emploi pour créer ou accroître les pouvoirs d'achat.

Pour ce faire, il faut accroître l'éventail des possibilités de travail.

D'abord, développer le secteur agricole ce qui est très possible dans un monde où les innovations techniques sont régulières. Ainsi, une fois l'agriculture développée, les gains de productivité enregistrés permettront à une partie de la population de s'employer dans l'industrie ou dans le tertiaire (personnels de service, commerçants...). A moyen ou long terme, ceci permettra d'atténuer l'intensité du chômage donc d'assurer la satisfaction des besoins primaires des citoyens.

Une fois cette étape atteinte, une politique économique permettant l'accroissement temporel du pouvoir d'achat des travailleurs et des prix aux agriculteurs ou à la limite leur maintien, est nécessaire pour assurer leur sécurité alimentaire.

Au niveau des ménages producteurs (agriculteurs, entrepreneurs et industriels) ou commerçants, une bonne politique de prix peut favoriser une meilleure utilisation des ressources productives, favorisant ainsi la croissance économique. En plus, une bonne stratégie de redistribution des fruits de la croissance en faveur des ménages pauvres, permettra d'accroître la demande de biens et services. De cette situation, résulte un accroissement de la demande de biens et services adressée aux entreprises, qui, généralement font face à un marché étroit. Ainsi l'économie nationale sera entraînée dans une spirale de croissance soutenue accompagnée d'une population de mieux en mieux nourrie.

Concernant la politique des prix, il s'agit de:

- libéraliser les prix pour que ceux-ci reflètent les tendances réelles de l'offre et de la demande des marchés. Cette libéralisation des prix permettra aux agents économiques de recevoir des signaux corrects et favorisera une utilisation efficiente des ressources dans leurs décisions de production, de consommation, de vente, d'épargne et d'investissement.

Cependant, la libéralisation des prix n'exclut pas totalement une certaine fixation administrative des prix dans certains secteurs jugés stratégiques (eau, électricité, transports, santé, éducation,...) afin d'améliorer le bien-être des citoyens.

- L'accroissement du taux de fiscalité pratiquée par l'État, handicape sérieusement le bien-être des populations. Le gouvernement doit réviser à la baisse les taux d'imposition qui sont exorbitants tout en permettant une collection optimale de fonds permettant à l'État de s'acquitter de ses engagements (salaires, remboursement de la dette...). Cette limitation des impôts peut se faire suivant diverses modalités :

- celle d'un élargissement de la tranche non imposable afin de permettre à un plus grand nombre de démunis de ne pas être soumis à la fiscalité.

- celle d'exonération ou de dégrèvements fiscaux pour les ménages de grande taille et qui sont soumis à l'impôt.

- celle de déductibilité du revenu imposable de certaines charges liées à l'effort de consommation dépendant du taux de dépendance des ménages.

Ces mesures seront d'autant plus incitatives qu'elles aident à accroître la consommation et donc à améliorer le bien-être.

- L'épargne monétaire qui est une rareté dans notre société et qui est réalisée le plus souvent par quelques riches, doit-être encouragée pour permettre de dégager une certaine capacité de financement nécessaire à l'expansion de notre économie nationale.

Pour faciliter cette mission, il faudra surtout inciter les agents économiques à ne pas stériliser ou exporter l'épargne car ceci étouffe l'investissement local et par conséquent handicape la croissance économique.

- Concernant la taille des ménages, l'antinomie malthusienne (population-production) peut-être une solution au problème d'accroissement illimité des besoins de consommation dû à une population de plus en plus croissante face à des ressources limitées. Cependant, l'application d'une telle politique de limitation des naissances est difficile dans un pays dominé par la présence de musulmans et chrétiens.

Néanmoins, les autorités peuvent adopter des politiques anti-natalistes en supprimant les allocations familiales et autres prestations sociales au-delà d'un certain nombre d'enfants, mais au préalable, des politiques de sensibilisation doivent-être menées pour attirer l'attention des parents sur les méfaits d'un très grand nombre de personnes constituant un ménage à revenu permanent le plus souvent faible ou inexistant.

L'environnement institutionnel doit-être assaini pour une mise en application concrète de toutes ces stratégies, mais surtout, il faut faciliter l'accès aux services éducatifs de base. Ceci permettra aux citoyens de mieux comprendre les messages véhiculés par les politiques économiques et facilitera l'application de ces dernières car *l'Homme ne s'occupe et ne s'intéresse que de ce qu'il connaît*.

La plupart des services de base est jugé trop chère par les ménages ; l'État doit par conséquent intervenir en allégeant les charges soit par des subventions, soit par des facilités ; Ce qui motiverait les ménages à la suivi de leur formation.

Bref, les autorités gouvernementales doivent s'atteler à la mise en place d'une politique sociale d'accroissement du pouvoir d'achat et donc d'amélioration du bien-être et ce, avec la complicité des citoyens afin de ne pas voir dans l'avenir comme ils l'ont déjà vu dans le passé, une grande partie de leurs efforts de développement absorbée comme dans une boîte sans fond, par le minimum vital qu'il leur faudra assurer à une population de plus en plus croissante.

C'est donc d'une élévation du niveau de vie que le pays se priverait alors si l'État et les citoyens ne font pas preuve de bonne volonté.

CONCLUSION GENERALE :

Au Sénégal, la gravité de l'insécurité alimentaire appelle à adopter et à exécuter des stratégies permettant de faire face. D'après nos calculs faits à partir d'un échantillon de 3278 ménages de l'Enquête Auprès des Ménages sénégalais (ESAM), nous trouvons que 56% des Sénégalais sont pauvres, 39% sont moyens et 5% seulement sont riches. C'est pourquoi, nous avons tenté dans ce présent mémoire de traiter la consommation dans sa globalité nonobstant son caractère complexe et multidimensionnel pour contribuer à l'atténuation de la pauvreté.

L'ensemble de nos études empiriques montre que le revenu permanent après impôt est le déterminant fondamental de la consommation des ménages. Plus de 90% de la consommation est expliqué par le revenu permanent.

En conséquence, toute politique d'accroissement du revenu permanent tend à améliorer le bien-être des ménages.

La décomposition de la population en ménages pauvres, moyens et riches, a permis de spécifier l'impact bien que faible de certaines variables sur la consommation de ces différentes catégories de ménage à savoir : taille du ménage, taux de dépendance du ménage, loyers imputés au ménage, dépôt d'épargne et impôts directs.

Nous avons montré aussi que les facteurs sociaux (psychologique et culturel) joue un rôle non négligeable sur le niveau de consommation.

Certes, chacun classe ses besoins selon une hiérarchie dictée par ses goûts personnels, variables d'un individu à l'autre. Cependant, on constate que ces goûts sont relativement uniformes au sein de certains groupes sociaux. C'est qu'il existe diverses contraintes sociales qui s'exercent pour influencer les besoins et orienter les choix des consommateurs. Ainsi de nombreux besoins résultent de la volonté

de faire comme les autres, de refléter réellement l'image de la catégorie sociale à laquelle on croit appartenir ou à laquelle on veut ressembler, de répondre aux différentes formes du snobisme de sorte que dans une très large mesure, les besoins ressentis par les individus, résultent des modèles et des contraintes sociaux qui les entourent.

Les individus font de ces besoins résultant des influences environnementales, leurs besoins, plus ou moins inconsciemment imposés par la vie en société. Par un phénomène d'intériorisation, les besoins subis deviennent des besoins ressentis, les individus les intègrent à leurs goûts jusqu'à les considérer comme des besoins personnels.

La publicité constitue une preuve patente de l'importance des phénomènes sociaux qui influencent la consommation des ménages.

En plus nous avons montré que les transferts communautaires peuvent, par le biais de la pression communautaire, être un instrument de régularisation du niveau de la consommation dans une certaine mesure et être un facteur de déséquilibre dans une autre.

Le but de cette étude est d'apporter une modeste contribution à l'amélioration du bien-être des citoyens dont la plupart sont actuellement victime de la malnutrition avec son cortège de misère et de désolation.

D'autres recherches doivent-être élaborées pour renforcer cette étude et rapidement mises en application afin de juguler cette désastreuse situation qui risque d'atteindre des proportions impossible à maîtriser dans l'avenir.

Bibliographie

- Bewley Truman (1976), "The permanent income hypothesis : A theoretical formulation". Cambridge, Mass: Harvard University; Dept. Econ; Sept.
- Blinder Alan. S and Angus Deaton (1985) " The times series consumption function revisited" Brookings papers on economic activity2.
- Campbell J. Y et Mankiw. N. G (1989) "Consumption, income and interest rate: reinterpreting the time serie evidence" in O. Blanchard and S. Fisher, eds, NBER; Macroeconomics annual, pp.185-245
- Darby Michael. R "The allocation of transitory income among assets" A.E.R 62 (December1972): 928-417
- Deaton Angus (1991) "Savings and liquidity constraints", Econometrical, vol.59, pp.221-1248
- Deaton Angus (1992) "The analysis of households surveys". A micro-economic approach to development policy.
- Duesenberry. J.S (1949) « Income, saving and the theory of consumer behaviour », Harvard university press: Cambridge, MA
- Enquêtes Démographique et de Santé II (EDSII) (1993), Direction de la Prévision et de la Statistique
- Friedman Milton (1957) "A theory of consumption function". Princeton, N. J: Princeton university press.
- Hall Robert (1978) "Stochastic implications of the life cycle permanent income hypothesis". Journal of political economy 86, n°6 (December):
- Keynes, J.M (1936), « Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie », (traduction française,1957), Ed. Payot, Paris
- Laibson David (1993) « Golden eggs and hyperbolic discounting », Unpublished paper, M.I.T (November).

- Leland Hayne. E. (1968) "Saving and uncertainty: the precautionary demand for saving", *Quarterly journal of economics*
- Mahieu François Régis (1990) : « Les fondements de la crise économique en Afrique ». Ed. L'Harmattan.
- Modigliani Franco and Richard Brumberg (1954) "Utility analysis and the consumption function: An interpretation of cross section data". In Kenneth. Kurihara, ed. *post Keynesian economics*. New Brunswick, N.J: Rutgers university press.
- Muellbauer John (1994), "The assessment: consumer expenditure", *Oxford review of economy policy*, vol.10, n°2
- Rapport de synthèse ESAM (1996), Direction de la Prévision et des Statistiques (DPS)
- Rawls. J (1971), "A theory of justice", Oxford, Clarendon press.
- Romer David (1996), "Advanced macroeconomics", by Mc Graw Hill.
- Shefrin Steven. M. et Thaler Richard. H (1988), « The behavioral life-cycle hypothesis" *Economic inquiry* n°26 (October), pp.465-473
- Situation économique du Sénégal (1998), Direction de la Prévision et des Statistiques (DPS)
- Tableau de bord de la situation sociale du Sénégal (1995), Direction de la Planification des ressources humaines (DPRH)
- Timmer.C, Walter.P.Falcon et Scott.R.Pearson (1983) " Food policy analysis", Publication de la Banque Mondiale
- Virmani Armand (1986) "The determinants of saving in developing countries: theory, policy and research issues". World bank development research; Department discussion papers 186, Washington, D.C.
- Yves. S, Bernier. B et Ferrandier. R (1992), « Exercices de macroéconomie ». Ed. Harmattan

ANNEXES

Tercile 1

Descriptive Statistics^a

	Mean	Std. Deviation	N
consommation finale	962213,0	601768,58	1818
taille du ménage	11,21	6,13	1818
taux de dépendance du ménage	34,8101	20,5213	1818
impôts directs	4107,7293	15838,5132	1818
Revenu permanent après impôt	1016224	644170,19	1818
Loyers imputés du ménage	154104,4	165945,57	1818
dépôt épargne	2990,9928	55744,9848	1818
indice des prix à la consommation	135,5500	4,8534	1818

a. Selecting only cases for which Tranche de dépense annuelle par tête = moins de 150000

Model Summary^{b,c}

Model	R		R Square	Adjusted R Square	Std. Error of the Estimate	Durbin-Watson Statistic	
	Tranche de dépense annuelle par tête = moins de 150000 (Selected)	Tranche de dépense annuelle par tête = moins de 150000 (Unselected)				Tranche de dépense annuelle par tête = moins de 150000 (Selected)	Tranche de dépense annuelle par tête = moins de 150000 (Unselected)
1	,996 ^a	,972	,991	,991	57075,7206	1,761	1,5

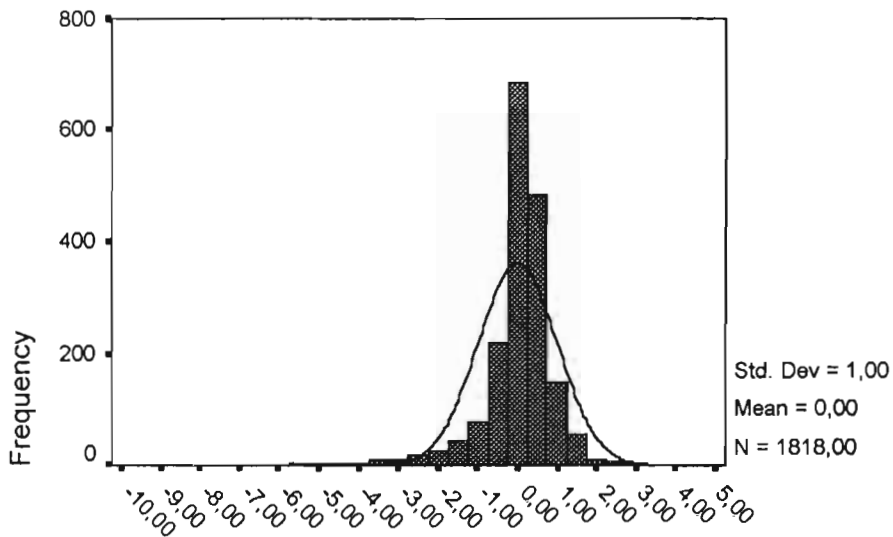
a. Predictors: (Constant), indice des prix à la consommation, dépôt épargne, taux de dépendance du ménage, impôts directs, Loyers imputés du ménage, taille du ménage, Revenu permanent après impôt

b. Unless noted otherwise, statistics are based only on cases for which Tranche de dépense annuelle par tête = moins de 150000.

c. Dependent Variable: consommation finale

Histogram of Selected Cases

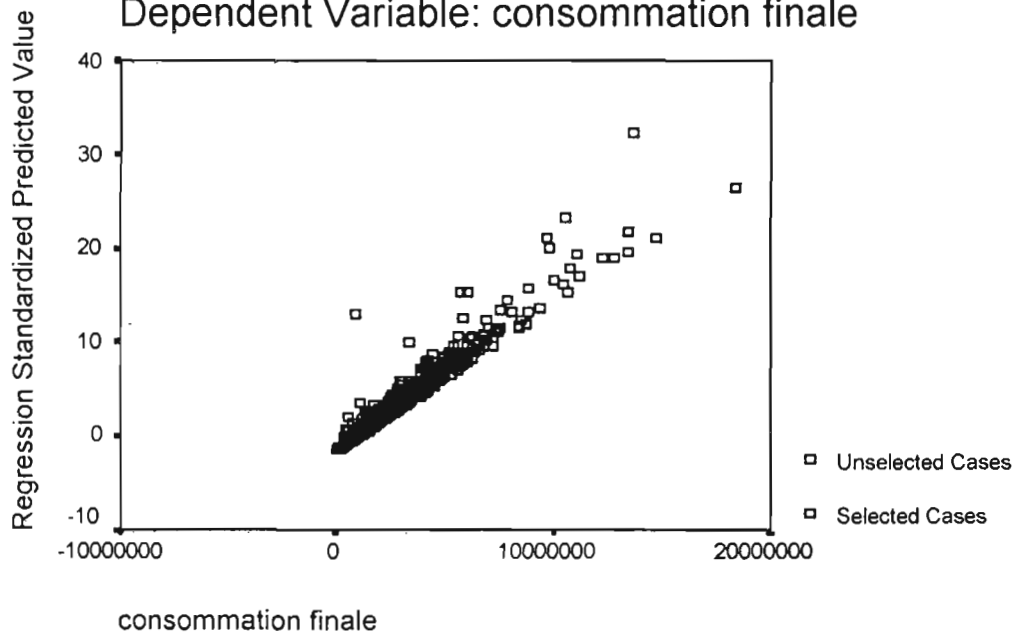
Dependent Variable: consommation finale



Regression Standardized Residual

Scatterplot

Dependent Variable: consommation finale



Tercile 2**Descriptive Statistics^a**

	Mean	Std. Deviation	N
consommation finale	1949598	1333754,3	1259
taille du ménage	8,87	5,60	1259
taux de dépendance du ménage	32,5211	21,7348	1259
impôts directs	17867,87	64221,0711	1259
Revenu permanent après impôt	2207563	1574546,7	1259
Loyers imputés du ménage	256072,1	293976,72	1259
dépôt épargne	39984,16	312590,48	1259
indice des prix à la consommation	132,7020	4,8399	1259

a. Selecting only cases for which Tranche de dépense annuelle par tête = 150000-600000

Model Summary^{b,c}

Model	R		R Square	Adjusted R Square	Std. Error of the Estimate	Durbin-W
	Tranche de dépense annuelle par tête = 150000-600000 (Selected)	Tranche de dépense annuelle par tête ~ = 150000-600000 (Unselected)				Tranche de dépense annuelle par tête = 150000-600000 (Selected)
1	,986 ^a	,974	,972	,971	225592,54	1,82

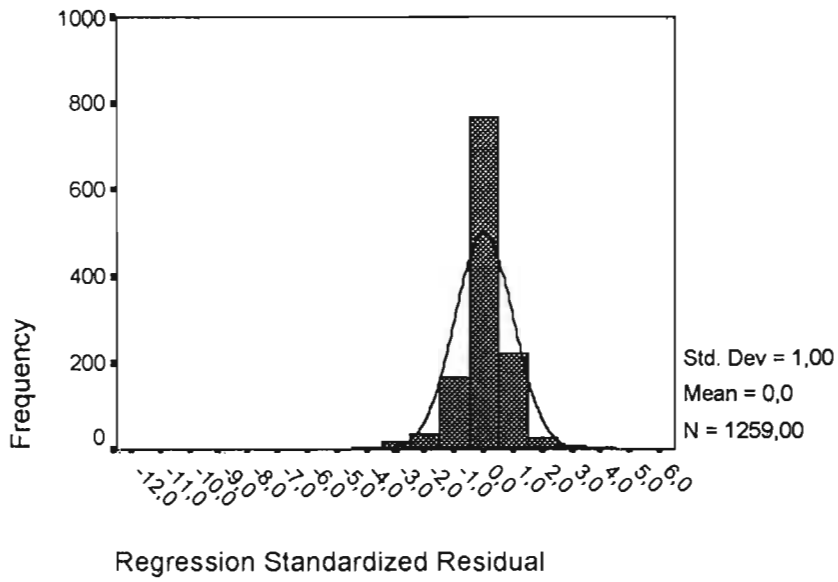
a. Predictors: (Constant), indice des prix à la consommation, Loyers imputés du ménage, dépôt épargne, taux de dépendance du ménage, impôts directs, taille du ménage, Revenu permanent après impôt

b. Unless noted otherwise, statistics are based only on cases for which Tranche de dépense annuelle par tête = 150000-600000.

c. Dependent Variable: consommation finale

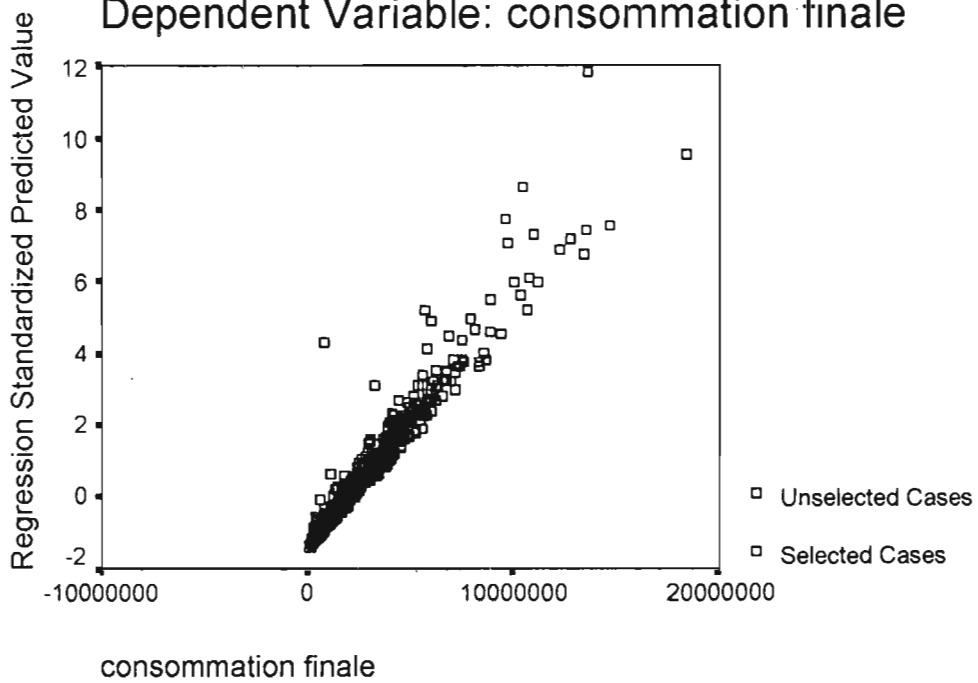
Histogram of Selected Cases

Dependent Variable: consommation finale



Scatterplot

Dependent Variable: consommation finale



Tercile 3

Descriptive Statistics^a

	Mean	Std. Deviation	N
consommation finale	3905062	3137478,2	179
taille du ménage	4,60	3,75	179
taux de dépendance du ménage	49,6098	34,5023	179
impôts directs	22502,63	75032,6910	179
Revenu permanent après impôt	4746464	3678572,5	179
Loyers imputés du ménage	216953,5	315626,85	179
dépôt épargne	160349,4	532600,03	179
indice des prix à la consommation	130,6235	3,6248	179

a. Selecting only cases for which Tranche de dépense annuelle par tête = supérieur à 600000

Model Summary^{b,c}

Model	R		R Square	Adjusted R Square	Std. Error of the Estimate	Durbin-Watson Statistic	
	Tranche de dépense annuelle par tête = supérieur à 600000 (Selected)	Tranche de dépense annuelle par tête = supérieur à 600000 (Unselected)				Tranche de dépense annuelle par tête = supérieur à 600000 (Selected)	Tranche de dépense annuelle par tête = supérieur à 600000 (Unselected)
1	,954 ^a	,965	,910	,906	961180,86	1,959	

a.

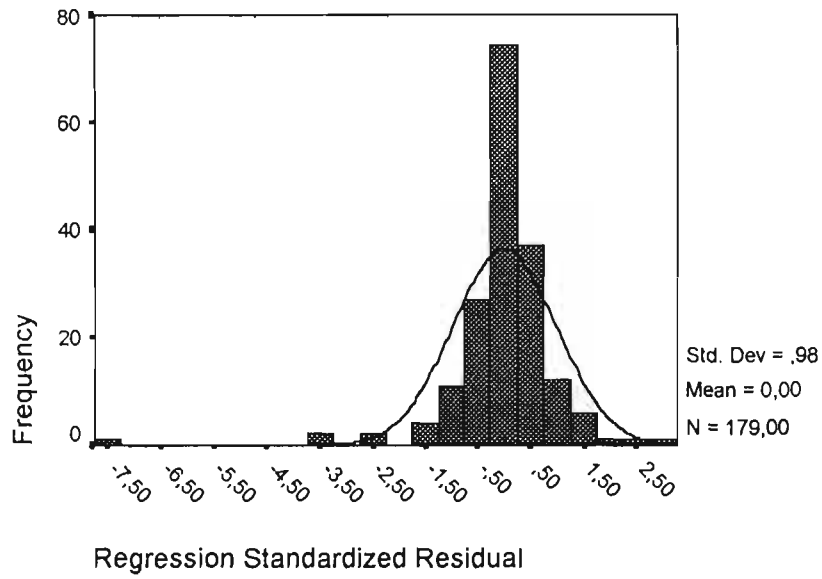
Predictors: (Constant), indice des prix à la consommation, Loyers imputés du ménage, dépôt épargne, taux de dépendance du ménage, Revenu permanent après impôt, impôts directs, taille du ménage

b. Unless noted otherwise, statistics are based only on cases for which Tranche de dépense annuelle par tête = supérieur à 600000.

c. Dependent Variable: consommation finale

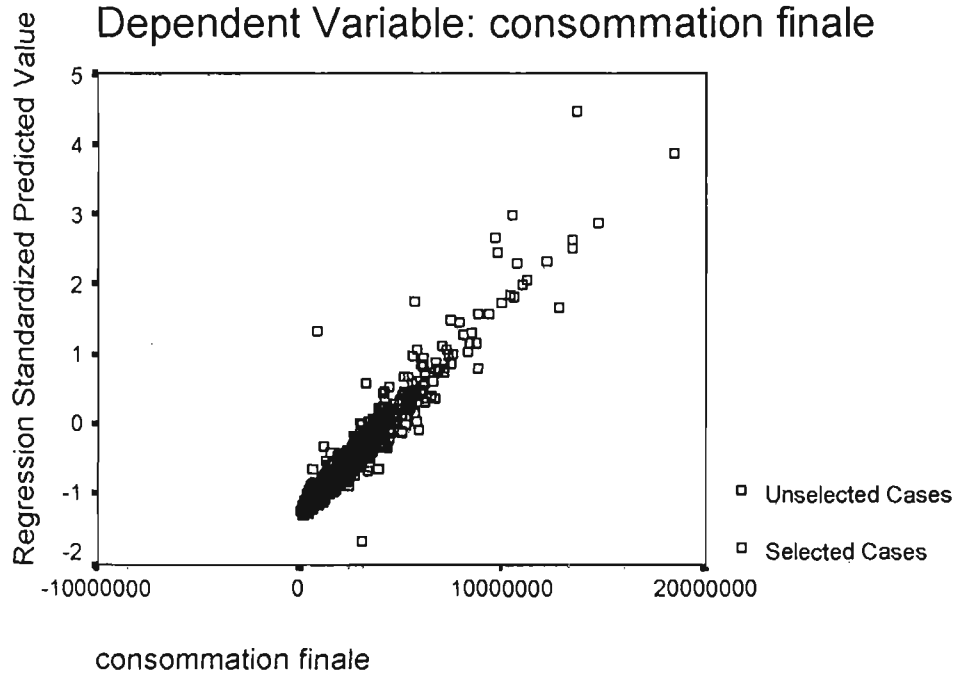
Histogram of Selected Cases

Dependent Variable: consommation finale



Scatterplot

Dependent Variable: consommation finale



Ensemble

Descriptive Statistics

	Mean	Std. Deviation	N
consommation finale	1505521	1406043,6	3278
taille du ménage	9,93	6,06	3278
taux de dépendance du ménage	34,7281	22,3124	3278
impôts directs	10694,88	46210,2946	3278
Revenu permanent après impôt	1681728	1669340,1	3278
Loyers imputés du ménage	197011,4	237794,33	3278
dépôt épargne	25881,59	236655,63	3278
indice des prix à la consommation	134,1500	5,0508	3278

Model Summary^b

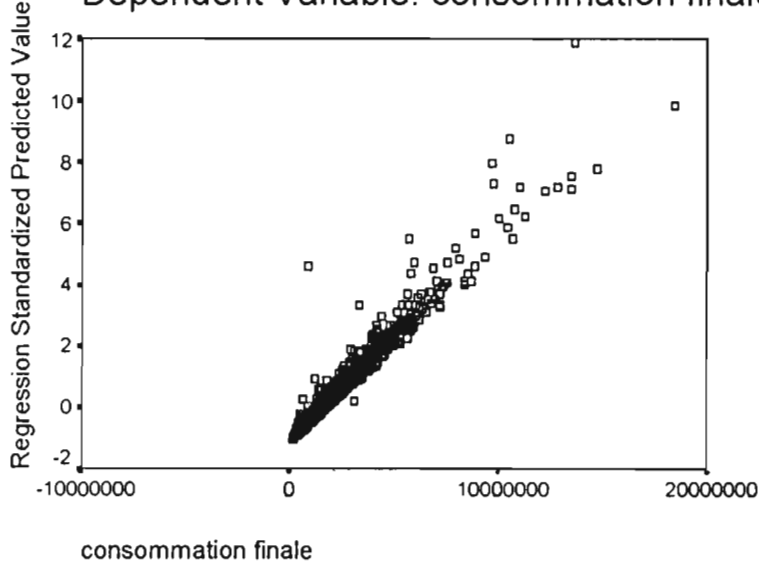
Model	R	R Square	Adjusted R Square	Std. Error of the Estimate	Durbin-Watson
1	,980 ^a	,961	,961	277396,75	1,779

a. Predictors: (Constant), indice des prix à la consommation, taux de dépendance du ménage, dépôt épargne, impôts directs, Loyers imputés du ménage, taille du ménage, Revenu permanent après impôt

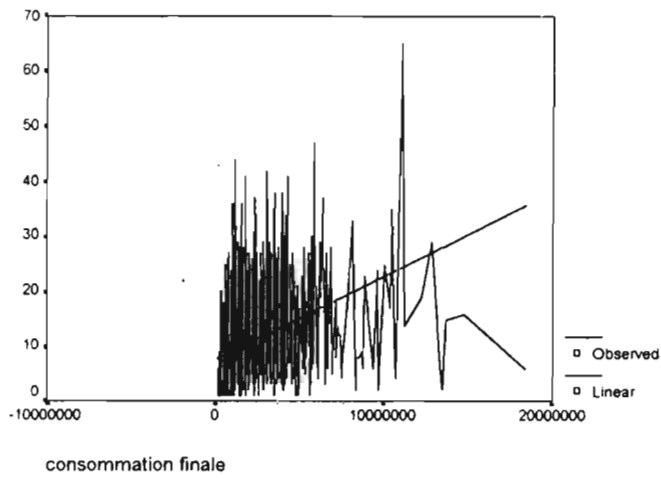
b. Dependent Variable: consommation finale

Scatterplot

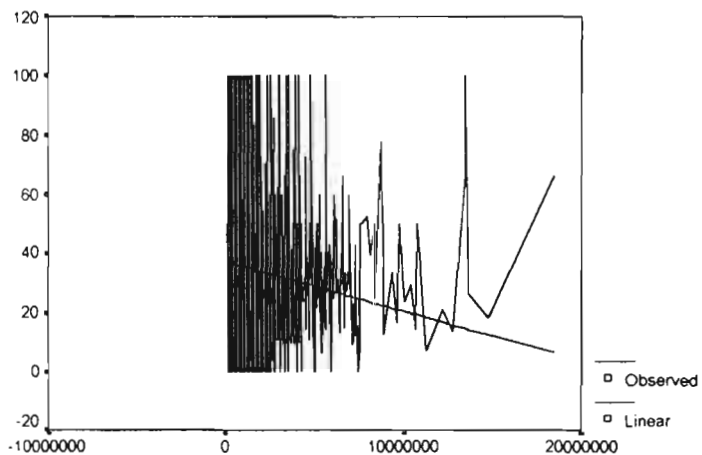
Dependent Variable: consommation finale



taille du ménage

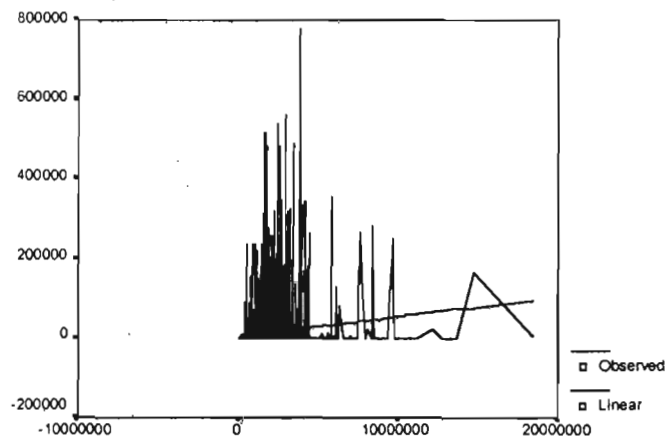


taux de dépendance du ménage



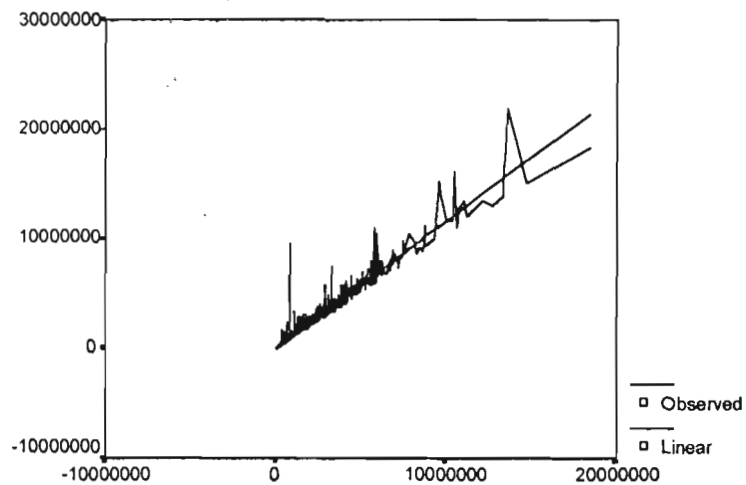
consommation finale

impôts directs



consommation finale

Revenu permanent



consommation finale

